

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/01

Dossier n° :	PC 007 343 24 D0015
Dépôt le :	10/12/2024
Demandeur :	Monsieur BRAN André
Pour :	La régularisation de construction d'un garage
Surface de plancher créée :	0 m²
Adresse du terrain :	1050 route d'Uzer à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	31/01/25
Notifié le :	31/01/2025
Affichage du dépôt le :	10/12/2025

ARRETE

**Accordant un Permis de construire de maison individuelle (PCMI)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la demande de Permis de construire de maison individuelle (PCMI), déposée le 10/12/2024, par Monsieur BRAN André, demeurant 5 Gisselbrecht 25310 HERIMONCOURT, enregistrée sous le numéro PC 007 343 24 D0015 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : la régularisation de construction d'un garage ;
- sur un terrain situé : 1050 route d'Uzer à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire de maison individuelle (PCMI) est ACCORDE.

Fait à VINEZAC le 31/01/2025

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les **DEUX MOIS** qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif (ou le tribunal europolitain) ou saisir le recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'autorité de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés dévotés au nom du Préfet. Cette dernière possibilité de délai de recours contentieux qui n'est plus, dès lors qu'il y a eu recours, dans les deux mois suivant la notification l'absence de réponse du service de votre mairie vaut rejet de pétition.

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est provisoire si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de six mois à compter de la notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à six mois. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'à l'annonce d'une décision administrative définitive. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prolongée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de zonage et le règlement des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prolongation est établie en deux exemplaires et adressée par le bénéficiaire au dépôté à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut(vent) commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, ou trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (carte disponible en mairie ou sur le site www.servic-public.fr)
- visité sur le terrain, pendant toute la durée de chantier, le personnel conforme aux prescriptions des articles R424-11 à R424-13, visé de la zone publique décidant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de recours.

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, la légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'autorité du recours est tenue d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de permis, l'autorité compétente peut le retirer, le cas échéant après l'en avoir informé préalablement le bénéficiaire au permis et de la possibilité de répondre à ses observations.

L'autorisation est dérivée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de valider la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de valider que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'inscrivant dans la préexistence du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut faire valoir ses droits en saisissant les instances ci-dessus, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrage prévue par l'article L262-1 du Code des assurances.

ARRETE MUNICIPAL n° 02-2025

Portant réglementation du stationnement et de la circulation sur la Place de Le Chalendas jusqu'aux parcelles communales cadastrées section E n° 2610, (2 emplacements devant l'EHPAD) - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du vendredi 3 Janvier 2025, formulée par la SARL GERVOIS, 128 route de vente Cual, 07110 LARGENTIERE, représentée par M. Mathieu GERVOIS.

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à la SARL GERVOIS, dans le cadre des travaux de couverture zinguerie de L'EHPAD Le Chalendas, sur la Place Le Chalendas, parcelle communale cadastrée section E n° 2610 (2 emplacements devant l'EHPAD Le Chalendas) - Commune de Vinezac (Ardèche).

**le stationnement sur 2 emplacements
SERA INTERDIT,
sur la Place LE CHALENDAS (devant l'EHPAD)
du lundi 6 janvier au vendredi 7 février 2025 (inclus)**

Article 2 :

La SARL GERVOIS se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La SARL GERVOIS est tenue de la remise en état de la chaussée, et des dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- SARL GERVOIS

Fait à Vinezac, le 6/01/2025.

L'Adjoint délégué à l'Urbanisme,
Thierry DEBARD.



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 3

Dossier n° : PC 007 343 24 D 0012

Dépôt le : 23/08/2024

Complément : 11/12/2024

Demandeur : DALBAN-MOREYNAS Pierrick

Pour : Agrandissement et changement de destination d'une remise en annexe à l'habitation

Surface de plancher créée : 49.00 m²

Adresse du terrain : FONTENOUILLE à VINEZAC (07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 7/10/25

Notifié le : N/R 1A 2025 04 0637 0 le

Affichage du dépôt le : 23/08/24. 8/11/25

ARRETE

Refusant un Permis de construire (PC) au nom de la commune

Le Maire,

Vu la demande de Permis de construire (PC), déposée le 23/08/2024, par DALBAN-MOREYNAS Pierrick, demeurant 260, Chemin de Fontenouille 07110 Vinezac, enregistrée sous le numéro PC 007 343 24 D 0012 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : Agrandissement et changement de destination d'une remise en annexe à l'habitation ;
- sur un terrain situé : FONTENOUILLE à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Considérant que l'article L 151-11 du Code de l'Urbanisme dispose que les changements de destination en zone naturelle sont soumis à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;

Vu l'avis conforme DEFAVORABLE de CDNPS en date du 11/10/2024 ;

Considérant que l'article N 1 du règlement du Plan Local d'Urbanisme interdit les constructions à usage d'habitation sauf réhabilitation et extension mesurée de bâtiment existant ;

Considérant que l'état de ruine du bâti ne permet pas de qualifier le bâtiment d'existant ;

Considérant dès lors que le projet doit être regardé comme une construction nouvelle à usage d'habitation, interdite dans la zone, qu'il ne respecte pas le PLU et qu'il doit être refusé ;

ARRÊTE

Article unique

Le Permis de construire (PC) est REFUSE

Fait à VINEZAC, le 7 janvier 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025 4

Dossier n° :	PC 007 343 24 D 0016
Dépôt le :	20/12/2024
Demandeur :	DALBAN-MOREYNAS PIERRE
Pour :	Création d'une terrasse en R+1 avec abri en rez-de-jardin
Adresse du terrain :	1025 ROUTE DE CARLAS à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	7/01/25
Notifié le :	8/01/25
Affichage du dépôt le :	20/12/24

ARRETE

**Accordant un Permis de construire de maison individuelle (PCMI)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la demande de Permis de construire de maison individuelle (PCMI), déposée le 20/12/2024, par DALBAN-MOREYNAS PIERRE, demeurant 1025 Route de Carlas 07110 VINEZAC, enregistrée sous le numéro PC 007 343 24 D 0016 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : Création d'une terrasse en R+1 avec abri en rez-de-jardin ;
- sur un terrain situé : 1025 ROUTE DE CARLAS à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Le Permis de construire de maison individuelle (PCMI) est ACCORDE.

Fait à VINEZAC, le 20/12/2024

Le Maire,

M. André LAURENT

L'Adjoint-délégué

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis. Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est délivrée si les travaux ne sont pas commencés dans le délai de 36 mois à compter de sa notification aux(ux) bénéficiaire(s). Si en cas de retard si, passé ce délai, les travaux sont néanmoins pendant un délai supérieur à six mois. En cas de retard le acte de validité est suspendu jusqu'à l'obtention d'une décision judiciaire irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie dont doit avoir l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peuvent commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'intention de travaux, après avoir obtenu l'avis du service public (s) ;
- obtenu six ou huit, pendant toute la durée du chantier, les permis conformes aux prescriptions des articles R424-15 et R424-19, visant de la voie publique devant le projet.

Affectation. L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa validité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de quittance, l'autorisation expirante peut le retirer, si elle l'estime légal. Elle est alors d'un an, conformément au bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses assurances.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles du droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la reconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux ou, après la notification respectant les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation. Il doit sauvegarder l'assurance dommages ouvrages prévue par l'article R424-1 du code de l'urbanisme.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 5

Dossier n° :	DP 007 343 24 D 0065
Dépôt le :	10/12/2024
Demandeur :	SEF SOLUTIONS ENERGETIQUES DE FRANCE
Représentant :	BENGUIGUI Remi
Pour :	installation de 11 panneaux photovoltaïques de puissance totale 5.5 kwc
Adresse du terrain :	920 Route Des Crozes à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	31/01/25
Notifié le :	31/01/25
Affichage du dépôt le :	10/12/2024

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration préalable (DP)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable (DP), déposée le 10/12/2024, par SEF SOLUTIONS ENERGETIQUES DE FRANCE, représentée par BENGUIGUI Remi, demeurant 23 Rue Leonard De Vinci 69120 VAULX-EN-VELIN, enregistrée sous le numéro DP 007 343 24 D 0065 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : installation de 11 panneaux photovoltaïques de puissance totale 5.5 kwc ;
- sur un terrain situé : 920 Route Des Crozes à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 9 janvier 2025

Le Maire,

M. André LAURENT


L'adjoint délégué

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peuvent contester la légalité de la décision dans les deux MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'habitat ou le Préfet pour les arrêtés dévotés en Annexe II. Cette démarche prolonge la durée du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est valable si les travaux qui sont pas entamés dans le délai de 36 mois à compter de sa délivrance a-(s) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'à prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être annulée pour une erreur de prescription et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas changé. Dans ce cas, la demande de prorogation est émise en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peuvent commencer les travaux après avoir :

- constaté sur le terrain, pendant toute la durée du chantier ou parvenu conforme aux prescriptions des articles R424-12 à R424-16, validé de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'autorisation est suspendue jusqu'à la décision du tribunal administratif ou plus tard, jusqu'à la décision du Préfet après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de le convoquer au moins à ses observations.

- l'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations ou les règles de droit privé. Toute personne s'opposant légalement par la reconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en sautant les hiérarchies, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit soumettre l'assurance décennale à-couverts prévue par l'article L 202-1 du Code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 6

Dossier n° :	DP 007 343 24 D0070
Dépôt le :	23/12/2024
Demandeur :	Monsieur ALAIZE Albin
Pour :	Surélévation de la toiture pour ajouter un niveau, création de fenêtres et d'une porte
Surface de plancher créée :	18.96 m²
Adresse du terrain :	365 Route de Veyras à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	14/01/25
Notifié le :	14/01/25
Affichage du dépôt le :	23/12/24

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la déclaration préalable (DP), déposée le 23/12/2024, par Monsieur ALAIZE Albin, demeurant au 7 Le Raidillon à 07200 Aubenas, enregistrée sous le numéro DP 007 343 24 D0070 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : la surélévation de la toiture pour ajouter un niveau, création de fenêtres et d'une porte ;
- sur un terrain situé : 365 Route de Veyras à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 14 janvier 2025

Le Maire,

M. André LAURENT

Thierry DEBARD

L'Adjoint délégué

Pour information : La présente autorisation est soumise au paiement d'une taxe d'aménagement et d'une redevance d'archéologie préventive. Elles seront exigibles à la date d'achèvement des opérations imposables (date à laquelle la construction est habitable ou utilisable) en application de l'article 1408 du code général des impôts.

Le bénéficiaire devra déclarer les caractéristiques de son bien dans les 90 jours de son achèvement sur les services gérer « mes biens immobiliers » disponible sur l'espace sécurisé impots.gouv.fr

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité : Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la main deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 7

Dossier n° :	PC 007 343 24 D 0014
Dépôt le :	09/12/2024
Demandeur :	BRESSON OLIVIER
Pour :	CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE AVEC GARAGE ET PISCINE
Surface de plancher créée :	125 m²
Adresse du terrain :	200 ROUTE DE LA FONTAINE à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	16/01/2025
Notifié le :	16/01/2025
Affichage du dépôt le :	9/12/24

ARRETE

**Refusant un Permis de construire de maison individuelle (PCMI)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la demande de Permis de construire de maison individuelle (PCMI), déposée le 09/12/2024, par BRESSON OLIVIER, demeurant 6 CHEMIN DU PATURAL 42700 FIRMINY, enregistrée sous le numéro PC 007 343 24 D 0014 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE AVEC GARAGE ET PISCINE ;
- sur un terrain situé : 200 ROUTE DE LA FONTAINE à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) approuvé le 24/09/2015 ;

Considérant que l'article AU7 du règlement du PLU dispose que « la distance comptée horizontalement de **tout point de la construction** au point le plus proche d'une limite sur laquelle le bâtiment n'est pas implanté doit être au moins égale à trois mètres » ;

Considérant que le projet porte sur la construction d'une maison d'habitation avec garage et piscine, que les débords de toit doivent être pris en compte pour l'implantation par rapport aux limites séparatives, que par conséquent l'habitation se situant à moins de trois mètres des limites séparatives ouest et sud, le projet ne peut être autorisé.

ARRÊTE

Article unique

Le Permis de construire de maison individuelle (PCMI) est REFUSE.

Fait à VINEZAC, le 16 Jan 2025

Le Maire,
M. André LAURENT



La présente décision est transmise en représentation de l'état dans les conditions prévues à l'article 2414-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut refus implicite).

ARRETE MUNICIPAL n°8 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur les voies communales de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 16/01/2025, formulée par l'entreprise AZ. TECHNOLOGIE - 9 Avenue de Norvège - 91140 VILLEBON SUR YVETTE représentée par M. Wissam SOUMMAR

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à AZ. TECHNOLOGIE de réaliser des travaux d'implantation et remplacement de poteaux en bord des voies communales de Vinezac (Ardèche).

TOUTES LES VOIES COMMUNALES
LA CIRCULATION SERA ALTERNEE

DU LUNDI 20 JANVIER AU VENDREDI 28 MARS INCLUS
DE 7H30 À 17H00

Article 2 :

La Société AZ. TECHNOLOGIE se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La Société AZ. TECHNOLOGIE est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Société AZ. TECHNOLOGIE

Fait à Vinezac, le 16/01/2025,

Le Maire,
André LAURENT.


L'Adjoint délégué

ARRETE MUNICIPAL n° 9-2025

Portant réglementation de la circulation sur l'ensemble du territoire de la commune de Vinezac.

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 82-213 du 02/03/1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22/07/1982 et par la loi 83-8 du 07/01/1983,

Vu le décret 86-475 du 14/03/1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la route,

Vu les pouvoirs qui lui sont conférés en matière de réglementation de la circulation,

Considérant qu'il y a lieu, dans le cadre du contrat de maintenance des installations d'éclairage public, par la Société SPIE CITYNETWORKS - 89, Route de Chateauneuf - CS 50021 - 26201 Montélimar Cedex, représentée par M^{me} Marie-José MURCIA, de réglementer provisoirement la circulation sur toutes les rues et voies de la commune.

ARRETE

Article 1 :

La Société SPIE CITYNETWORKS bénéficie

d'une autorisation permanente de circulation et d'intervention
dans le cadre de la maintenance des installations d'éclairage public
pour l'année 2025

Article 2 :

La Société SPIE CITYNETWORKS pourra prendre des mesures d'interdiction de stationnement, de restriction de circulation en fonction de ses besoins dans le cadre d'une intervention sur toutes les rues et voies de la commune.

Article 3 :

L'accès des services de secours devra être possible pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Une signalisation appropriée sera mise en place.

Article 5 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Société SPIE CITYNETWORKS

Fait à Vinezac, le 17/01/2025.

L'adjoint délégué, Thierry DEBARD.



The stamp is circular with the text 'COMMUNE DE VINEZAC' around the top and 'L'Adjoint délégué' around the bottom. In the center, there is a signature that reads 'Thierry DEBARD'.

ARRETE MUNICIPAL n°10 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur la voie communale VC n° 51, dénommée Route de Boude - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 16/01/2025, formulée par la Société AXIONE - 595 CHEMIN DE LA ROCHE GUYE - 26780 MALATAVERNNE représentée par Mme Sophia KHAN.

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à la Société AXIONE de réaliser des travaux d'implantation de deux poteaux de la voie communale VC n° 51, dénommée Route de Boude - Commune de Vinezac (Ardèche).

**1665 ROUTE DE BOUDE
305 ROUTE DE LACHAPELLE
LA CIRCULATION SERA ALTERNEE**

**DU LUNDI 20 JANVIER 2025 AU VENDREDI 23 JANVIER 2026
DE 7H30 À 17H00**

Article 2 :

La Société AXIONE se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La Société AXIONE est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Société AXIONE

Fait à Vinezac, le 17/01/2025,

Le Maire,
André LAURENT



L'Adjoint délégué

ARRETE MUNICIPAL n°11 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur la voie communale VC n° 51, dénommée Route de Boude - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 22/01/2025, formulée par la Société AFFACOM - 75 AVENUE JEAN MOULI - 26900 DONZERE représentée par Mme Jenny HERNANDEZ.

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à la Société AFFACOM de réaliser des travaux d'implantation de deux poteaux de la voie communale VC n° 51, dénommée Route de Boude - Commune de Vinezac (Ardèche).

**ROUTE DE BOUDE
CHEMIN DE VEYRAS
LA CIRCULATION SERA ALTERNEE**

**DU LUNDI 27 JANVIER 2025 AU VENDREDI 8 FEVRIER 2025
DE 7H30 À 17H00**

Article 2 :

La Société AFFACOM se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La Société AFFACOM est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Société AFFACOM

Fait à Vinezac, le 23/01/2025.

Le Maire,
André LAURENT.



REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE DE VINEZAC

Mairie

1, Place Denis Tendil
07110 VINEZAC

N° arrêté : 2025/ 12

Dossier n° : PC 007 343 20 D 0003 M 01

Dépôt le : 19/10/2024

Complément : 06/12/2024

Demandeur : Olivier BOISSIN

Pour : Ajout d'un abri sur la terrasse, création d'une ouverture dans le vide sanitaire pour le transformer en garage, pose de 16 panneaux photovoltaïques en toiture

Adresse du terrain : 1746, Route de la Vernade à VINEZAC (07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 23/01/2025

Notifié le : 23/01/2025

Affichage du dépôt le : 19/10/2024

ARRETE

Accordant une modification d'un Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI) délivré en cours de validité au nom de la commune

Le Maire,

Vu la demande de modification de Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI), déposée le 19/10/2024, par Olivier BOISSIN Olivier, demeurant au 1746, Route de la Vernade à VINEZAC (07110), complétée le 06/12/2024, enregistrée sous le numéro PC 007 343 20 D 0003 M 01 ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour : Ajout d'un abri sur la terrasse, création d'une ouverture dans le vide sanitaire pour le transformer en garage, pose de 16 panneaux photovoltaïques en toiture ;
- Sur un terrain situé : 1746, Route de la Vernade à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu le permis initial **PC 007 343 20 D 0003** délivré le 29/06/2020 ;

Vu la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) depuis le 30/08/2020 déposée en mairie le 09/09/2020 ;

ARRÊTE

Article unique

La modification du Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI) est ACCORDEE.

Fait à VINEZAC,

Le 29/01/2025

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s), peut(s)ent contester la légalité de la décision dans les DREIX MOUS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'énergie ou le préfet pour les arrêtés dévotés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (réfutation) ou réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R424-17 du code de l'énergie, l'autorisation est pluriennale si les travaux ne sont pas achevés dans le délai de 35 mois à compter de sa notification au(s) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'à prononcé d'une décision judiciaire ou irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'aménagement de tout ordre et la réglementation nationale et communale n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est double en deux exemplaires et adressée par le requérant au préfet à la suite des deux mois après l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peuvent commencer les travaux après avoir :

- obtenu au moins, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture des chantiers par le n°13467*12 disponible en mairie ou sur le site www.serve-public.fr;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-13 à R424-15, visible de la voie publique devant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quatre jours après le début du recours;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime légal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'aménagement. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc saisir ses juges en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations de (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance responsabilité décennale prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 13

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0001
Dépôt le :	14/01/2025
Demandeur :	SOCCIO-KOESTEL Anaïs
Pour :	Pose De Panneaux Solaires Photovoltaïques
Adresse du terrain :	1760 Route de la Vernade à VINEZAC (07110)

Affiché le :	28/01/2025
Transmis au contrôle de légalité le :	27/01/2025
Notifié le :	27/01/2025
Affichage du dépôt le :	24/01/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI), déposée le 14/01/2025, par SOCCIO-KOESTEL Anaïs, demeurant 1760 Route de la Vernade 07110 Vinezac, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0001 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Pose De Panneaux Solaires Photovoltaïques ;
- Sur un terrain situé : 1760 Route de la Vernade à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 27 janvier 2025

Le Maire,
M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est pérenne si les travaux ne sont pas interrompus dans le délai de 31 mois à compter de sa délivrance aux bénéficiaires(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à trois années. En cas de recours, la durée de validité est suspendue jusqu'au prononcé d'une décision judiciaire définitive. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des terres et parcelles ne sont pas entités dans ce cas la prorogation est établie en deux exemplaires si elle est ou ne l'est pas accompagnée ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) Bénéficiaire(s) peut(vent) commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-15 à R424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait

- dans le délai de trois mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) Bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le Bénéficiaire du projet et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne soutenant l'illégalité par la circonstance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) Bénéficiaire(s) de l'autorisation - Il doit assurer l'existence de documents-coupages prévus par l'article L242-1 du code des assurances

ARRETE MUNICIPAL n°14 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur les voies communales de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 30/01/2025, formulée par la société AMFT - 33 Boulevard Maréchal Juin - 06800 CAGNES SUR MER représentée par M. Kamel ABBES

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à société AMFT de réaliser des travaux de tirage et raccordement de la fibre optique sur la commune de Vinezac (Ardèche).

**TOUTES LES VOIES COMMUNALES
LA CIRCULATION SERA ALTERNEE**

**DU LUNDI 3 FEVRIER AU VENDREDI 6 JUIN INCLUS
DE 7H30 À 17H00**

Article 2 :

La Société AMFT se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La Société AMFT est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Société AMFT

Fait à Vinezac, le 31/01/2025,



ARRETE MUNICIPAL n°15 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur les voies communales de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 30/01/2025, formulée par la société KOK'S FIBRE OPTIQUE - 7B route de Larnage - 26600 TAIN L'HERMITAGE représentée par M. Maher ESSAIED

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à société KOK'S FIBRE OPTIQUE de réaliser des travaux de tirage et raccordement de la fibre optique sur la commune de Vinezac (Ardèche).

TOUTES LES VOIES COMMUNALES
LA CIRCULATION SERA ALTERNEE

DU LUNDI 3 FEVRIER AU VENDREDI 7 MARS INCLUS
DE 7H30 À 17H00

Article 2 :

La Société KOK'S FIBRE OPTIQUE se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La Société KOK'S FIBRE OPTIQUE est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Société KOK'S FIBRE OPTIQUE

Fait à Vinezac, le 31/01/2025,

Le Maire,
André LAURENT.



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 16

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0002
Dépôt le :	17/01/2025
Demandeur :	AMPLITUDE ISOLATION SASU
Représentant :	MOULIN Tristan
Pour :	Panneaux solaires 25m²
Adresse du terrain :	115 Chemin Des Pradaux à VINEZAC (07110)
Affiché le : Transmis au contrôle de légalité le : <u>31/01/2025</u> Notifié le : <u>31/01/2025</u> Affichage du dépôt le : <u>17/01/2025</u>	

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI), déposée le 17/01/2025, par AMPLITUDE ISOLATION SASU, représentée par MOULIN Tristan, demeurant 445 Route de Ruoms 07200 VOGÜE, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0002 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Panneaux solaires 25m² ;
- Sur un terrain situé : 115 Chemin Des Pradaux à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 31/01/2025

Le Maire,
M. André LAURENT



La présente décision est opposable au propriétaire de l'état dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les **DEUX MOIS** qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif localement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Maires chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délégués au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité. Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est délivrée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification aux bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision définitive inopposable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et de régime des zones et d'interdiction n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par tel recommandé ou déposée à la mairie dans un délai l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peut(vent) commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-15 à R424-19 visible de la voie publique délimitant le projet.

Attention : l'autorisation n'est délivrée qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s), au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer si elle constate que l'Etat est tenu d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne se sentant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions du droit privé peut alors faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit respecter l'assiette des ouvrages d'urbanisme prévus par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/

17

Dossier n° :	PC 007 343 25 0 0001
Dépôt le :	10/01/2025
Complément :	30/01/2025
Demandeur :	TAVERNA Mariano
Autre demandeur :	TAVERNA Betiana
Pour :	Construction d'une maison + garage
Surface de plancher créée :	96.00 m²
Adresse du terrain :	BASSE HIRONDE à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	20/02/25
Notifié le :	20/02/25
Affichage du dépôt le :	

AR JA 215 324 9337 5

ARRETE

**Refusant un Permis de construire de maison individuelle (PCMI)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la demande de Permis de construire de maison individuelle (PCMI), déposée le 10/01/2025, par TAVERNA Mariano, et TAVERNA Betiana, demeurant 471 ancien chemin de St Paul 06140 VENCE, complétée le 30/01/2025, enregistrée sous le numéro PC 007 343 25 0 0001 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : Construction d'une maison + garage ;
- sur un terrain situé : BASSE HIRONDE à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) approuvé le 24/09/2015 ;

Considérant que l'article R111-2 du code de l'urbanisme dispose que le projet peut être refusé s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ;

Considérant que le projet porte sur la construction d'une maison d'habitation et d'un garage, sur un terrain situé à proximité d'un massif forestier d'une superficie supérieure à 4 hectares, que le projet est soumis à un risque d'incendie de forêt, qu'un déboisement total de 50 mètres autour des futures constructions est nécessaire pour assurer la sécurité vis-à-vis de ce risque, que ce déboisement doit s'opérer sur les terrains voisins, qu'au surplus ce déboisement est soumis à autorisation de défrichement qui doit être obtenue préalablement à la délivrance du permis de construire et qu'elle n'a pas été obtenue, que le déboisement du terrain et des terrains voisins n'a pas été réalisé et que le risque d'incendie de forêt n'est donc pas écarté, que le projet est par conséquent de nature à porter atteinte à la sécurité publique du fait de sa situation et qu'il ne peut être accepté ;

ARRÊTE

Article unique

Le Permis de construire de maison individuelle (PCMI) est REFUSE.

Fait à VINEZAC, le 19 février 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2151-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ARRETE MUNICIPAL n°18 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur le chemin communal dénommé Bel Air commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 26/02/2025, formulée par l'entreprise ORANGE - 9 Bd François Grosse - 06000 NICE représentée par M. François QUILIN

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à Orange de réaliser des travaux sur une chambre télécom sur le chemin communal dénommé Bel Air commune de Vinezac (Ardèche).

235 CHEMIN BEL AIR LA CIRCULATION SERA ALTERNEE

**DU LUNDI 17 MARS AU VENDREDI 28 MARS INCLUS
DE 7H30 À 17H00**

Article 2 :

La Société ORANGE se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La Société ORANGE est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Société ORANGE

Fait à Vinezac, le 18.2.2025

Le Maire,
André LAURENT



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/

13

Dossier n° : DP 007 343 25 0 0004

Dépôt le : 07/02/2025

Demandeur : Randon Steve

Pour : Carports voitures

Adresse du terrain : 115 Route de Bellegarde
à VINEZAC (07110)

Affiché le : 04/03/2025

Transmis au contrôle de légalité le : 03/03/2025

Notifié le : 03/03/2025

Affichage du dépôt le : 7/02/2025

**ARRETE D'OPPOSITION
à une Déclaration préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Constructions (DPC), déposée le 07/02/2025, par Randon Steve demeurant 115 Route de Bellegarde 07110 Vinezac, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0004 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Carports voitures ;
- sur un terrain situé : 0115 ROUTE DE BELLEGARDE à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'avis défavorable de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 07/01/2025, au motif que le dossier ne comporte pas les pièces exigibles en application du livre IV du code de l'urbanisme ou ces pièces ne sont pas exploitables, que l'architecte des Bâtiments de France n'est donc pas en mesure d'exercer sa compétence et qu'il s'oppose en l'état du dossier à la délivrance de l'autorisation de travaux ;

Considérant que l'article R 421-1 du code de l'urbanisme dispose que les constructions nouvelles doivent être précédées de la délivrance d'un permis de construire, à l'exception [...] des constructions mentionnées aux articles R 421-9 à R 421-12 qui doivent faire l'objet d'une déclaration préalable ;

Considérant que l'article R421-9 du code de l'urbanisme soumet notamment à déclaration préalable les constructions dont soit l'emprise au sol, soit la surface de plancher est inférieure ou égale à vingt mètres carrés ;

Considérant que le projet consiste en une construction nouvelle dont l'emprise au sol excède 20 m² et qu'il aurait dû faire l'objet d'une demande de permis de construire

Considérant que l'article UB11 du PLU de Vinezac précise que les constructions devront s'insérer dans le tissu urbain existant et être traitées en harmonie avec le bâti avoisinant et que tous matériaux brillants et de couleur vive sont interdits. Les enduits devront être compatibles avec les maisons traditionnelles avoisinantes ;

Considérant que le projet prévoit une rehausse de mur en pierre en moellons brutes, non compatible avec les maisons traditionnelles avoisinantes ;

Considérant dès lors que le projet ne respectant pas le PLU ne peut être autorisé ;

ARRÊTE

Article unique

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 20

Dossier n° : DP 007 343 24 D 0068

Dépôt le : 18/12/2024

Complément : 12/02/2025

Demandeur : LASSON MAXIME

Pour : Remplacement de menuiseries

Adresse du terrain : 27 Rue du Bourg
à VINEZAC (07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 31/03/2025

Notifié le : 31/03/2025

Affichage du dépôt le : 18/12/2024

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI), déposée le 18/12/2024, par LASSON MAXIME, demeurant 515 Chemin des Brousses 07110 VINEZAC, complétée le 12/02/2025, enregistrée sous le numéro DP 007 343 24 D 0068 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Remplacement de menuiseries ;
- sur un terrain situé : 27 Rue du Bourg à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) en date du 07/03/2019 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'avis Favorable assorti de recommandations ou observations (Conforme) de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 13/02/2025 au motif que la pose de menuiseries neuves dite 'en tunnel' ou 'en rénovation' ou encore 'en applique' induit l'installation d'un dormant neuf en périmètre intérieur du dormant original, ce qui engendre un remarquable épaississement du cadre de chaque fenêtre, au point de réduire, également remarquablement, la surface des vitrages, ce qui n'est pas défendable ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

La pose de menuiseries neuves en bois doit nécessairement inclure la dépose complète de l' huisserie, y compris le dormant existant, pour obtenir la conservation de l'architecture de la menuiserie, dans les règles de l'art.

Fait à VINEZAC, le 31 mars 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente autorisation est délivrée au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article 713-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux, il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche préjuge la démission des recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse définitive de réponse au feinte de leur nouveau objet (opposé).

Durée de validité. Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est pérenne si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification aux(b) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de rupture, la durée de validité est suspendue jusqu'à prononcé d'une décision définitive et irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une durée si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tout ordre et le régime des taxes et contributions n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par affranchissement ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peut(vent) commencer les travaux après avoir :

hastillé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau, conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- dans la durée de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après la date du recours.

- dans le délai de deux mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer si elle constate qu'il y a eu une erreur d'information irrémédiablement le (ou les) bénéficiaire(s) du permis et de la possibilité de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'élevant contre par la reconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en conservant les habilités créés, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article 1742-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 21

Dossier n° : DP 007 343 24 D 0067

Dépôt le : 18/12/2024

Complément : 01/02/2025

Demandeur : JEANJEAN Christian

Pour : Création d'une terrasse en surélévation avec agrandissement d'une fenêtre existante pour création d'une porte donnant sur la terrasse

Adresse du terrain : 450 route de la Vernade à VINEZAC (07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 7/03/2025

Notifié le : 7/03/2025

Affichage du dépôt le : 8/12/2024.

AIR JA 215 324 9339 9.

ARRETE D'OPPOSITION
à une Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI)
au nom de la commune

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI), déposée le 18/12/2024, par JEANJEAN Christian, demeurant 450, Route de la Vernade 07110 Vinezac, complétée le 01/02/2025, enregistrée sous le numéro DP 007 343 24 D 0067 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Création d'une terrasse en surélévation avec agrandissement d'une fenêtre existante pour création d'une porte donnant sur la terrasse ;
- sur un terrain situé : 450 route de la Vernade à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'avis simple de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 04/02/2025 ;

Considérant que l'article R111-27 dispose que le projet peut être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ;

Considérant que l'article UB11 du règlement littéral du PLU dispose que d'une manière générale, les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages ;

Considérant que le projet prévoit une terrasse surélevée avec agrandissement d'une fenêtre existante, que ce projet, en proposant une structure légère, ne fait pas référence aux caractéristiques typologiques et architecturales du bâti ancien, dont les terrasses sont en maçonneries traditionnelles, avec un socle en pierre, formant une pièce au rez-de-chaussée, à hauteur du jardin ;

Considérant que ce projet, prévoyant de poser ou de remplacer des menuiseries traditionnelles en bois peint, avec petits bois, très caractéristiques de l'architecture traditionnelle de la commune, par des châssis industriels en matière plastique, contribue à la banalisation des lieux et participe à la dégradation et à l'appauvrissement de la qualité architecturale des abords du Monument Historique considéré, par l'introduction d'éléments standardisés étrangers à l'architecture traditionnelle locale ;

Considérant que le PVC est un produit excessivement lumineux, qui ne permet ni de mises en couleur satisfaisantes, ni la reproduction fidèle des menuiseries traditionnelles (formes, proportions, modes d'assemblages des différentes pièces de bois des menuiseries) ;

Considérant que le projet, tel qu'il est présenté, est par conséquent de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ;

Considérant dès lors que le projet ne respectant pas l'article R111-27 du code de l'urbanisme et l'article UB11 du règlement du PLU, il ne peut être accepté ;

ARRÊTE

Article unique

Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 3 mars 2015
Le Maire,
M. André LAURENT

L'Adjoint délégué

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 22

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0005
Dépôt le :	19/02/2025
Demandeur :	DELHOUME SOLANGE
Pour :	Régularisation d'une réfection de toiture
Adresse du terrain :	TERRIER à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	7/03/2025
Notifié le :	7/03/2025
Affichage du dépôt le :	19/02/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI), déposée le 19/02/2025, par DELHOUME SOLANGE, demeurant 205 route DE BELLEGARDE 07110 VINEZAC, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0005 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Régularisation d'une réfection de toiture ;
- Sur un terrain situé : TERRIER à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 19/02/2025 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 7 mars 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



L'Adjoint délégué

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité : Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 23

Dossier n° : PC 007 343 23 D 0005 T 01

Dépôt le : 26/02/2025

Demandeur : SCI des Cerisiers

Représentant : CARDINAL Olivier

Pour : Transfert total

Adresse du terrain : Boude
à VINEZAC (07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 10/03/2025

Notifié le : 10/03/2025

Affichage du dépôt le : 26/02/2025

ARRETE

De transfert d'un Permis de construire (PC) au nom de la commune

Le Maire,

Vu la demande de transfert du Permis de construire (PC), déposée le 26/02/2025, par la SCI des Cerisiers représentée par CARDINAL Olivier, demeurant 52, Route du vieux pont 07110 Vinezac, enregistrée sous le numéro PC 007 343 23 D 0005 T 01 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Transfert total ;
- sur un terrain situé : Boude à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu l'autorisation n° PC 007 343 23 D 0005 délivrée le 27/06/2023 à CARDINAL Olivier pour la création de bureaux et d'un hangar avec toiture photovoltaïque pour engins de chantier avec démolition d'un ancien bâtiment vétuste ;

ARRÊTE

Article unique

Le permis de construire susvisé est transféré à :

SCI des Cerisiers
52, Route du vieux pont
07110 Vinezac

Fait à VINEZAC, le 10/03/2025

Le Maire,
M. André LAURENT



PC 007 343 23 D 0005 T 01 - 1 / 2

La présente décision est transmise au représentant du l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(ont) contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'autorité du la municipalité ou d'un recours hiérarchique la même charge de l'autoritaire du le Préfet pour les sociétés gérées au nom de l'Etat. Cette démarche préviendra le droit de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la décision (présence de recours en justice du fait que tout objet est objet).

Durée de validité du permis. Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est délivrée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification aux(s) bénéficiaire(s). Il est en ce sens si passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'à prononcé d'une décision juridictionnelle intervenue. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une durée de six mois maximum et les sanctions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme sont mis à jour. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie avec deux autres avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peuvent commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, ou trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (formulaire n°13407-02 disponible en mairie ou sur le site www.service-public.fr)

- versé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un permis conforme aux prescriptions des articles R424-15 à R424-19, visible au vu du public devant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'autorité de recours est tenue d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle estime illegal. Il est tenu d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'engageant par la souscription du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut avoir fait valoir ses droits en raisonant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance accidents-cvres travaux sur l'article R.242-1 du code des assurances.

ARRETE MUNICIPAL n° 24-2025

Portant réglementation d'interdiction de circuler et de stationner sur la place Denis Tendil - 07110 Vinezac.

Le Maire

Vu le Code de la route,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la demande formulée par l'Association Amicale Laïque de Vinezac, représentée par sa Présidente,
Mme Florence LACROIX

ARRETE

Article 1 -

Afin de permettre à l'association Amicale Laïque de Vinezac d'organiser un vide grenier sur la place Denis Tendil - 07110 Vinezac.

LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT DES VEHICULES NON AUTORISÉS

SERONT INTERDITS
PLACE DENIS TENDIL

DU SAMEDI 12 AVRIL 2024 À 20H00
AU DIMANCHE 13 AVRIL 2023 À 21H00

Les riverains pourront utiliser le parking sous la mairie.

Article 3 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Longentière
- Le Président de l'Association Amicale Laïque de Vinezac

Fait à Vinezac, le 24/03/2025



Le Maire, Maire,
André GARNIER
[Signature]

ARRETE MUNICIPAL n° 25-2025

PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants,

Vu la demande en date du 10/03/2025, formulée par l'association *Vinezac Sauvegarder pour Transmettre*, représentée par sa Présidente Brigitte GIRARD, d'organiser la fête de la musique le samedi 14/06/2025, au boulodrome de Vinezac.

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'utilisation du boulodrome du samedi 14/06/2025 - 18h00 au dimanche 15/06/2025 - 02h00, et d'en limiter l'accès des véhicules à moteur.

ARRETE

Article 1 :

L'association *Vinezac Sauvegarder pour Transmettre*, suite à la demande formulée par sa Présidente Brigitte GIRARD, est autorisée à occuper le boulodrome de Vinezac afin d'organiser la fête de la musique.

Article 2 :

L'autorisation d'occupation du domaine public est donnée du samedi 14/06/2025 - 18h00, jour de la manifestation, au dimanche 15/06/2025 - 02h00.

Le stationnement et la circulation des véhicules à moteur sont interdits sur le chemin d'accès au boulodrome et sur le boulodrome lui-même.

Article 3 :

Des barrières seront posées pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 4 :

Dès l'achèvement de la manifestation, l'association *Vinezac Sauvegarder pour Transmettre* sera tenue d'enlever tous débris et autres du domaine public occupé.

Article 5 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Présidente de l'association *Vinezac Sauvegarder pour Transmettre*

Fait à Vinezac, le 24/03/2025.



Le Maire,
André LAURENT

Le Maire,
André LAURENT.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 26

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0012
Dépôt le :	14/03/2025
Demandeur :	Christophe GLEYZE
Pour :	18 panneaux solaires photovoltaïques noirs disposés sur 4 pans de toiture de l'habitation.
Adresse du terrain :	70 Impasse des Fatouliers à VINEZAC (07110)
Affiché le :	28/03/2025
Transmis au contrôle de légalité le :	27/03/2025
Notifié le :	27/03/2025
Affichage du dépôt le :	14/03/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Constructions (DPC), déposée le 14/03/2025, par Christophe GLEYZE, demeurant 70 Impasse des Fatouliers 07110 VINEZAC, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0012 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : 18 panneaux solaires photovoltaïques noirs disposés sur 4 pans de toiture de l'habitation. ;
- Sur un terrain situé : 70 Impasse des Fatouliers à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 27 mars 2025

Le Maire,
M. André LAURENT


L'Adjoint délégué

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 27

Dossier n° : DP 007 343 25 0 0013

Dépôt le : 21/03/2025

Demandeur : ENERGY-TECH

Représentant : METTOUDI Gilles

Pour : Installation de panneaux
photovoltaïques

Adresse du
terrain : 940 ROUTE DU VILLAGE LES
FREYDEYRES
à VINEZAC (07110)

Affiché le : 4/04/2025

Transmis au contrôle de légalité le : 03/04/25

Notifié le : 03/04/25

Affichage du dépôt le : 21/03/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Constructions (DPC), déposée le 21/03/2025, par ENERGY-TECH, représentée par METTOUDI Gilles, demeurant 21 BOULEVARD DU PARC 92200 Neuilly-sur-Seine, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0013 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Installation de panneaux photovoltaïques ;
- sur un terrain situé : 940 ROUTE DU VILLAGE LES FREYDEYRES à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 8 avril 2025

Le Maire,
M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 28

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0007
Dépôt le :	26/02/2025
Complément :	11/03/2025
Demandeur :	MICHEL Pierre-Henri
Pour :	Réfection de l'enduit des façades et du mur de clôture
Adresse du terrain :	195 Route des Lombards AUSSENELLE à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	<u>20/06/25</u>
Notifié le :	<u>20/06/25</u>
Affichage du dépôt le :	<u>26/02/25</u>

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Constructions (DPC), déposée le 26/02/2025, par MICHEL Pierre-Henri, demeurant 195 route des Lombards 07110 Vinezac, complétée le 11/03/2025, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0007 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Réfection de l'enduit des façades et du mur de clôture ;
- sur un terrain situé : 195 Route des Lombards AUSSENELLE à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'avis favorable conforme de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 11/03/2025 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 9 avril 2025

Le Maire,
M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 20

Dossier n° : DP 007 343 25 0 0016

Dépôt le : 28/03/2025

Demandeur : MOLLIER Yves

Pour : Installation d'unités extérieures de climatisation (régularisation)

Adresse du terrain : 13 Rue du Bourg à VINEZAC (07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 14/04/2025

Notifié le : 14/04/2025

Affichage du dépôt le : 28/03/25

AIR JA 215 324 5333 7

ARRETE D'OPPOSITION
à une Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI)
au nom de la commune

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI), déposée le 28/03/2025, par MOLLIER Yves, demeurant 505 route DES LOMBARDS 07110 VINEZAC, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0016 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Installation d'unités extérieures de climatisation (régularisation);
- sur un terrain situé : 13 Rue du Bourg à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'avis simple de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 01/04/2025 ;

Considérant que l'article R111-27 dispose que le projet peut être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ;

Considérant que l'article UA11 du règlement littéral du PLU dispose que les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages ;

Considérant que le projet se situe en zone UAa, qu'il prévoit la pose d'unités extérieures de climatisation en façades de bâtiment, que ces blocs d'unités extérieures constituent des éléments inappropriés à la mise en valeur de l'immeuble, que la préservation des façades n'est donc pas envisagée et que le maintien de ces unités extérieures en façades n'est pas acceptable en raison de leur très fort impact ;

Considérant dès lors que le projet ne respecte pas le PLU car il ne présente pas un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants et ainsi porte atteinte à l'architecture, au paysage urbain, à la qualité des constructions et à leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, il ne peut être autorisé ;

Considérant que l'article R423-1 du code de l'urbanisme dispose que la déclaration préalable doit être déposée en mairie soit par le propriétaire du terrain soit par une personne attestant être autorisée par le propriétaire du terrain à exécuter les travaux ;

Considérant que le projet porte sur la pose en façade du bâtiment en saillie sur le domaine public communal

ARRÊTE

Article unique

Le Permis de construire (PC) est REFUSE

Fait à VINEZAC, le 7 janvier 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 30

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0010
Dépôt le :	13/03/2025
Complément :	02/04/2025
Demandeur :	SCI GRANDS CHAMPS
Représentant :	QUENOT michel
Pour :	pose de 12 panneaux solaire sur le toit du bâtiment supérieur puissant 6 kva
Adresse du terrain :	Les Crozes à VINEZAC (07110)
Affiché le :	15/04/2025
Transmis au contrôle de légalité le :	16/04/25
Notifié le :	16/04/25
Affichage du dépôt le :	13/03/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration préalable Constructions (DPC), déposée le 13/03/2025, par SCI GRANDS CHAMPS, représentée par QUENOT Michel, demeurant 40 Hameau Du Saleve 74350 VOVRAY EN BORNES, complétée le 02/04/2025, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0010 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : pose de 12 panneaux solaire sur le toit du bâtiment supérieur puissant 6 kva ;
- Sur un terrain situé : Les Crozes à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 14 avril 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

L'Adjoint délégué

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 31

Dossier n° :	DP0073432500008
Dépôt le :	11/03/2025
Demandeur :	FABRE Michel
Représentant :	
Autre demandeur	VIDALOT AMENAGEMENTS - 63 Rue Philomène Léonie Teyssier 07400 Le Teil
Pour :	Pose piscine coque 6x3.50
Adresse du terrain :	350 Chemin du Serre à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	<u>15/04/2025</u>
Notifié le :	<u>15/04/2025</u>
Affichage du dépôt le :	<u>11/03/2025</u>

**CERTIFICAT de DECISION TACITE
de non opposition à déclaration préalable
au nom de la commune**

Le Maire,

certifie que la Commune ne s'est pas opposée à la demande de Déclaration Préalable Maison Individuelle (DPMI) de FABRE Michel, 350 Chemin du Serre 07110 VINEZAC, enregistrée sous le numéro DP0073432500008 pour un projet ci-dessus référencé, dossier déposé le 11/03/2025.

Cette Déclaration Préalable Maison Individuelle (DPMI) est donc TACITE depuis le 11/04/2025.

Ce certificat est délivré en application de l'article R424-13 du code de l'urbanisme.

Fait à Vinezac, le 15 avril 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



L'Adjoint délégué

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 32

Dossier n° : DP0073432500009

Dépôt le : 12/03/2025

Demandeur : BROUSSE Fabienne

Pour : Réfection de la toiture de la maison existante.

Adresse du terrain : 85 Route des Lombards LOMBARD à VINEZAC (07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 15/04/2025

Notifié le : 15/04/2025

Affichage du dépôt le : 12/03/2025

**CERTIFICAT de DECISION TACITE
de non opposition à déclaration préalable
au nom de la commune**

Le Maire,

certifie que la Commune ne s'est pas opposée à la demande de Déclaration Préalable Constructions (DPC) de BROUSSE Fabienne, 2 la ville Abel 22690 PLEUDIHEN-SUR-RANCE, enregistrée sous le numéro DP0073432500009 pour un projet ci-dessus référencé, dossier déposé le 12/03/2025.

Cette Déclaration Préalable Constructions (DPC) est donc TACITE depuis le 12/04/2025.

Ce certificat est délivré en application de l'article R424-13 du code de l'urbanisme.

Fait à Vinezac, le 15 avril 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



L'Adjoint délégué

ARRETE MUNICIPAL n°33 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur les voies communales de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 15/01/2025, formulée par l'entreprise AZ. TECHNOLOGIE - 9 Avenue de Norvège - 91140 VILLEBON SUR YVETTE représentée par M. Wissam SOUMMAR

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à AZ. TECHNOLOGIE de réaliser des travaux d'implantation et remplacement de poteaux en bord des voies communales de Vinezac (Ardèche).

TOUTES LES VOIES COMMUNALES
LA CIRCULATION SERA ALTERNEE

DU MERCREDI 16 AVRIL 2025 AU VENDREDI 30 MAI 2025 INCLUS
DE 7H30 À 17H00

Article 2 :

La Société AZ. TECHNOLOGIE se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La Société AZ. TECHNOLOGIE est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Société AZ. TECHNOLOGIE

Fait à Vinezac, le 16/04/2025,

Le Maire,
André LAURENT.



L'Adjoint délégué

ARRETE MUNICIPAL n°34 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur la voie communale VC n° 24, dénommée Le Fez - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la demande en date du 15/01/2025, formulée par la Société SEBA chez Sogelink - TSA 70011 - 69134 DARDILLY CEDEX représenté par M. Philippe BROT

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre au SEBA de réaliser des travaux de pose de branchement / branchement de réseaux de la voie communale VC n° 24, dénommée le Fez - Commune de Vinezac (Ardèche).

VOIE COMMUNALE LE FEZ

LA CIRCULATION SERA ALTERNEE

DU LUNDI 28 AVRIL 2025 AU VENDREDI 30 JUIN 2025 INCLUS
DE 7H30 À 17H00

Article 2 :

Le SEBA se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

le SEBA est tenu de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- SEBA

Fait à Vinezac, le 16/04/2025,

Le Maire,
André LAURENT.



L'Adjoint délégué

ARRETE MUNICIPAL n° 35-2025

Portant permission de voirie, sur la voie communale, dénommée respectivement Route à Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu la demande en date du 17/04/2025 par laquelle Mme Isabelle DOULANGE demandant Route des Crozes - Commune de Vinezac demande LA PERMISSION DE VOIRIE pour la parcelle cadastrée section E n° 232 / sur la voie communale dénommée Route des Crozes - Commune de Vinezac,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 Juil et 1982 et par la loi 83-8 du 07 Janvier 1983,

Vu l'état des lieux

ARRETE

Article 1 : Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux suivants : ACCES à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants

Article 2 : Prescriptions techniques particulières

ACCÈS

Cet accès est accordé des lors que les prescriptions techniques sont respectées : largeur 10 mètres.

L'accès sera stabilisé et mis en œuvre dans les règles de l'art et sera raccordé au bord de la chaussée sans creux ni saillie

PORTAIL, CLÔTURE (EVENTUEL)

Le portail sera implanté selon le plan ci-joint, afin qu'un véhicule puisse stationner sur le domaine privé, sans emprunter le domaine public : profondeur 5 mètres.

Les murs de soutènement existants seront prolongés de manière à rattraper le niveau du terrain (80 cm de hauteur).

Une clôture grillagée de 2 mètres de hauteur sera ensuite implantée sur ces murs de soutènement, comme indiqué sur le plan ci-joint.

Article 3 : Alignement

L'alignement des voies sus mentionnées au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par les murs de soutènement, en bordure de parcelle comme schématisé par le trait rouge sur le plan d'état des lieux joint et établi par le géomètre lors de la création de la parcelle.

Article 4 : Implantation, ouverture de chantier et récolement

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 2 ans à compter de la date de l'arrêté.

Article 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux manquements, dans un

délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matières de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 7 : Validité - Renouvellement de l'arrêté - Remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 5 ans à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de la validité en cas de son renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

Fait à Vinezac, le 22/04/2025.

L'Adjoint délégué à la Voirie,

Thierry Debard.



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 36

Dossier n° : DP 007 343 25 0 0017

Dépôt le : 01/04/2025

Demandeur : RAPP Michel

Pour : implantation du carport et des clôtures,
portail et portillon

Adresse du terrain : 105 route de la Fontaine à VINEZAC
(07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 25/04/2025

Notifié le : 25/04/25

Affichage du dépôt le : 11/04/25

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 01/04/2025, par RAPP Michel, demeurant 405 Route de la fontaine 07110 VINEZAC, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0017 ;

Vu l'objet de la déclaration ;

- pour : implantation du carport et des clôtures, portail et portillon ;
- sur un terrain situé : 105 route de la Fontaine à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Considérant l'article AU11 du règlement du PLU de la commune de Vinezac qui précise que pour les clôtures à l'alignement des voies publiques, celles-ci doivent être constituées d'un mur en maçonnerie ou moellons enduits ;

Considérant que le projet prévoit en partie, une clôture à l'alignement de la voie publique, route de la Fontaine, composée uniquement de grillage ;

Considérant que le projet ne respecte pas le PLU mais qu'il peut y être remédié par l'observation de prescriptions spéciales ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

La clôture à l'alignement de la voie publique, route de la Fontaine, sera constituée d'un mur en maçonnerie ou moellons enduits ;

Fait à VINEZAC, le 25/04/2025

Le Maire,
M. André LAURENT



La présente décision, est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les **DEUX MOIS** qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité : Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 35 mois à compter de sa délivrance au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'à prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prolongée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de base antérieures et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prolongation est adressée au chef de service et adressée par lui au représentant ou dépositaire à la même date sous peine d'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peut(vent) commencer les travaux après avoir installé sur le terrain pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-11 à R424-19 relatif à la voirie publique de voirie.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les normes réglementaires et les règles de droit privé. Toute personne souffrant lésure par la reconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions ne doit pas pouvoir faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance responsabilité-cviviles prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 37

Dossier n° :	PC 007 343 25 0 0002
Dépôt le :	11/02/2025
Complément :	10/03/2025
Demandeur :	BRESSON OLIVIER
Pour :	CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE AVEC GARAGE ET PISCINE
Surface de plancher créée :	125 m²
Adresse du terrain :	200 ROUTE DE LA FONTAINE à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	02/05/2025
Notifié le :	2/05/2025
Affichage du dépôt le :	10/03/2025

ARRETE

Refusant un Permis de construire de maison individuelle (PCMI) au nom de la commune

Le Maire,

Vu la demande de Permis de construire de maison individuelle (PCMI), déposée le 11/02/2025, par BRESSON OLIVIER, demeurant 6 CHEMIN DU PATURAL 42700 FIRMINY, complétée le 10/03/2025, enregistrée sous le numéro PC 007 343 25 0 0002 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE AVEC GARAGE ET PISCINE ;
- sur un terrain situé : 200 ROUTE DE LA FONTAINE à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) approuvé le 24/09/2015 ;

Considérant que l'article R111-2 du code de l'urbanisme permet de refuser un projet s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique du fait de sa situation et de ses caractéristiques ;

Considérant que le projet porte notamment sur la construction d'une maison individuelle avec garage et piscine, sur un terrain boisé situé en continuité avec un massif forestier, que le projet est soumis à un risque d'incendie de forêt, qu'un déboisement total de 50 mètres autour des futures constructions est nécessaire pour assurer la sécurité vis-à-vis de ce risque, que ce déboisement doit s'opérer sur les terrains voisins, qu'au surplus ce déboisement est soumis à autorisation de défrichement qui doit être obtenue préalablement à la délivrance du permis de construire et qu'elle n'a pas été obtenue, que le déboisement du terrain et des terrains voisins n'a pas été réalisé et que le risque d'incendie de forêt n'est donc pas écarté, que **le projet est donc de nature à porter atteinte à la sécurité publique du fait de sa situation et qu'il ne peut être accepté ;**

ARRÊTE

Article unique

Le Permis de construire de maison individuelle (PCMI) est REFUSE.

Fait à VINEZAC, le 2/05/2025

Le Maire,
M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Vinezac

Commune de VINEZAC

Mairie

Place Denis Tonsil

07110 Vinezac

N° arrêté 2025/ 38

Dossier n° : DP 007 343 25 0 0019

Dépôt le : 07/04/2025

Demandeur : BAILLY Bastien

Pour : Réfection de toiture

Adresse du terrain : 29 Rue du Bourg
à VINEZAC (07110)

Affiché le

Transmis au contrôle de égalité le 02/05/2025

Notifié le 02/05/2025

Affichage du dépôt le 07/04/25

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 07/04/2025, par BAILLY Bastien demeurant 2020 quartier Les Grisières 37560 MONTPEZAT SOUS BAIZON enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0019

Vu l'objet de la déclaration

- Pour : Réfection de toiture.
- Sur un terrain situé 29 Rue du Bourg à VINEZAC (07110).

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/05/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 07/04/2025

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2

Article 2

Afin de respecter les savoir-faire traditionnels et les techniques anciennes, afin de préserver l'aspect du patrimoine bâti du village, il convient de prévoir la mise en œuvre de tuiles canal en terre cuite de ton brun-bois rosé, posées en courrant-couvert, sans placue de sous toiture l'utilisation d'un pare-pluie sur voliges est à privilégier. Des tuiles neuves à tenons peuvent être acceptées pour les tuiles de courant, les plus exposées à l'écoulement des eaux pluviales, des tuiles de réemploi en bon état peuvent être privilégiées pour les tuiles de couvert afin de maintenir les nuances de tuiles patinées. Les rives sont en tuiles rondes, scellées au mortier de chaux tout comme les faitières.

Fait à VINEZAC, le 2 mai 2015

Le Maire,
M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 39 .

Dossier n° : DP 007 343 25 0 0011

Dépôt le : 13/03/2025

Complément : 14/04/2025

Demandeur : BOISSIN Jean Paul

Pour : Pose de panneaux photovoltaïques

Adresse du terrain : 80 Route de Bellegarde
à VINEZAC (07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 03/05/2025

Notifié le : 03/05/2025

Affichage du dépôt le : 03/03/2025

ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Maison Individuelle (DPMI)
au nom de la commune

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Maison Individuelle (DPMI), déposée le 13/03/2025, par BOISSIN Jean Paul, demeurant 80 Route de Bellegarde 07110 Vinezac, complétée le 14/04/2025, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 00011 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Pose de panneaux photovoltaïques ;
- sur un terrain situé : 80 Route de Bellegarde à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 14/04/2025 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 30 avril 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



L'Adjoint délégué

Durée de validité du permis. Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est délivrée si les travaux ne sont pas commencés dans le délai de 36 mois à compter de sa notification aux(ux) bénéficiaire(s). Si en cas de retard si, passé ce délai, les travaux sont néanmoins pendant un délai supérieur à six mois. En cas de retard le acte de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision judiciaire irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie dont doit avoir l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peuvent commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'intention de travaux, après avoir obtenu l'avis du service public (s) ;
- obtenu sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, les permis conformes aux prescriptions des articles R424-15 et R424-19, visant de la voie publique adjacent le projet.

Affectation. L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa validité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de quittance, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer immédiatement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles du droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la reconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux ou, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation. Il doit souscrire l'assurance dommages ouvrages prévue par l'article R424-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 40

Dossier n° :	PC 007 343 25 0 0003
Dépôt le :	12/02/2025
Complément :	04/04/2025
Demandeur :	EARL PADENELLE
Représentant :	SUCHET JOEL
Pour :	Construction d'une chaufferie bois en remplacement de la chaudière à fioul
Surface de plancher créée :	136,50 m²
Adresse du terrain :	LA LAUZEDE à VINEZAC (07110)
Affiché le :	05/05/2025
Transmis au contrôle de légalité le :	05/05/2025
Notifié le :	05/05/2025
Affichage du dépôt le :	04/04/2025

ARRETE
Accordant un Permis de Construire (PC)
au nom de la commune

Le Maire,

Vu la demande de Permis de Construire (PC), déposée le 12/02/2025, par EARL PADENELLE, représentée par SUCHET JOEL, demeurant 100 Chemin de la Padenelle 07110 VINEZAC, complétée le 04/04/2025, enregistrée sous le numéro PC 007 343 25 0 0003 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : Construction d'une chaufferie bois en remplacement de la chaudière à fioul ;
- sur un terrain situé : La Lauzede à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) en date du 07/03/2019 ;

Vu l'avis FAVORABLE de la DDT - Service agriculture foncier et entreprises (SAFE) en date du 11/04/2025 ;

ARRÊTE

Article unique

Le Permis de Construire (PC) est ACCORDE.

Fait à VINEZAC le 05 mai 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



L'Adjoint délégué

PC 007 343 25 0 0003 - p 1 / 2

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2121-7 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les, demandeur(s) peuvent) contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours administratif à l'Agence d'Etat de l'équipement de la Préfecture pour les affaires d'élus ou pour de l'Etat. Cette dernière procède le cas échéant de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Durée de validité des permis : Conformément à l'article R424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est pérenne si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa délivrance. S'ils sont entrepris, il en est de même si, après ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'à prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prolongée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de base antérieures et de même que les taxes et participations d'ont pas évolué. Dans ce cas, le montant de participation est affiché en deux exemplaires et adressé au préfet compétent ou déposé à la mairie dans deux mois suivant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peuvent commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier portée disponible en mairie ou au site type service public.fr
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-15 à R424-19, visible ou le voir public décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur de recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'auteur administratif peut le retirer, ce qui constitue l'acte illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de valider la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de valider que le projet respecte les autres réglementations et les règles du droit privé. Elle ne peut donc être opposée à la personne lésée par la réalisation de son droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc être opposée aux droits en satisfaction les personnes lésées même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit respecter l'assiette d'implantation prévue par l'article R424-1 du Code de l'urbanisme.

ARRETE MUNICIPAL n°41 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur le chemin Bel Air - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 15/01/2025, formulée par la Société ENSIO représentée par Mme Julie POULAIN
- 321 Allée des platanes - 26270 LORIOLE SUR DROME

ARRETE

Article 1 :

La Société ENSIO est autorisée de réaliser des travaux de remplacement des plaques LC3 et à occuper le domaine public communal, au chemin Bel Air - Commune de Vinezac (Ardèche).

Article 2 :

L'autorisation d'occupation du domaine public est donnée du 12/05/2025 au dimanche 13/06/2025 inclus.

Article 3 :

La Société ENSIO se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 4 :

La Société ENSIO est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 5 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- ENSIO

Fait à Vinezac, le 06/05/2025,

Le Maire
André LAURENT



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 42

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0018
Dépôt le :	01/04/2025
Complément :	02/05/2025
Demandeur :	MAIRIE DE VINEZAC
Représentant :	LAURENT André
Pour :	Construction d'un abri ouvert accolé au local du boulodrome
Adresse du terrain :	AUSSENELLE à VINEZAC (07110)
Affiché le :	<u>13/05/2025</u>
Transmis au contrôle de légalité le :	<u>12/05/2025</u>
Notifié le :	<u>12/05/2025</u>
Affichage du dépôt le :	<u>11/04/2025</u>

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 01/04/2025, par MAIRIE DE VINEZAC, représentée par LAURENT André, demeurant 1 Place Denis Tendil 07110 VINEZAC, complétée le 02/05/2025, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0018 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Construction d'un abri ouvert accolé au local du boulodrome ;
- sur un terrain situé : AUSSENELLE à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'avis favorable conforme de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 06/05/2025 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 9 mai 2025

Le Maire,
M. André LAURENT



L'Adjoint délégué

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif (anciennement conseil de préfecture) d'un recours administratif. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Maire chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette décision préjuge le délai de prescription contentieuse qui doit avoir été introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet simplifié.

Durée de validité. Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est donnée si les travaux ne sont pas entamés dans le délai de 36 mois à compter de sa notification aux bénéficiaire(s). Si on est de même si, passé ce délai, les travaux sont effectués pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'à prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les conditions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peut(vent) commencer les travaux après avoir :

Intelli sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-11 à R424-13, visible de la voie publique concernant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer si elle constate illegalité. En ce cas, l'auteur du recours préalablement le Bénéficiaire du permis et de la permission de construire a ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute prescription existant selon par la réglementation du droit de propriété ou d'autres dispositions du droit privé peut dans la mesure où elle ne saisisse pas les travaux d'urbanisme et l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation. Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

ARRETE MUNICIPAL n° 43-2025

Portant réglementation du stationnement d'une grue sur la rue du Bourg - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 12/05/2025, formulée par la SARL GERVOIS, 128 route de vente Cual, 07110 LARGENTIERE, représentée par M. Mathieu GERVOIS.

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à la SARL GERVOIS, dans le cadre des travaux de réfection de toiture sur la rue du Bourg - Commune de Vinezac (Ardèche),

**le stationnement SERA INTERDIT,
sur la place de l'église
du lundi 19 Mai au Vendredi 30 Mai inclus**

Article 2 :

La SARL GERVOIS se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La SARL GERVOIS est tenue de la remise en état de la chaussée, et des dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- SARL GERVOIS

Fait à Vinezac, le 16/05/2025.

L'Adjoint délégué à l'Urbanisme,
Thierry DEBARD



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 44.

Dossier n° :	PC 007 343 25 0 0004
Dépôt le :	31/03/2025
Demandeur :	RIEUSSET Ludovic
Pour :	construction d'une piscine et d'un local technique
Adresse du terrain :	1490 route du GRAND VALLAT à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	19/05/2025
Notifié le :	19/05/2025
Affichage du dépôt le :	31/03/2025

A/R JA 21532493023

ARRETE

**Refusant un Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la demande de Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI), déposée le 31/03/2025, par RIEUSSET Ludovic, demeurant 274 Chemin de Boudeyre 07200 LACHAPELLE SOUS AUBENAS, enregistrée sous le numéro PC 007 343 25 0 0004 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : construction d'une piscine et d'un local technique ;
- sur un terrain situé : 1490 route du GRAND VALLAT à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/08/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Considérant que la zone A est une zone à protéger en raison du potentiel agronomique ou économique des terres agricoles ;

Considérant que le règlement de la zone A du PLU de Vinezac autorise les constructions à usage d'habitation sous réserve qu'elles soient liées et strictement nécessaires aux activités agricoles ;

Considérant que le projet, situé en zone A du PLU, porte sur la construction d'une piscine et d'un local technique et que ces nouvelles constructions, à destination d'habitation, ne sont pas liées et strictement nécessaires aux activités agricoles ;

Considérant par conséquent que le projet, n'étant pas autorisé par le règlement du Plan Local d'Urbanisme, il doit être refusé.

ARRÊTE

Article unique

Le Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI) est REFUSE

Fait à VINEZAC, le 17/05/2025
Le Maire,
M. André LAURENT

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les préfets délégués au nom de l'Etat. Cette dernière prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant le recours (l'absence de réponse en l'espace de deux mois vaut réjet implicite).

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est payée et les travaux ne sont pas autorisés avant le délai de 36 mois à compter de sa notification (ou(r) bénéficiaire(s)). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à trois ans. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'à prononcé d'une décision juridictionnelle exécutoire. Conformément aux articles R424-21 et R424-22 l'autorisation peut être prorogée pour une période si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et de même des taxes et contributions n'ont pas évolué. Dans ce cas la durée de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé en double à la mairie des communes concernées.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peuvent commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture au chantier jointe d'un plan en coupe ou sur le site avec une photo-aérienne ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-15 à R424-19, visible de la voie publique devant le projet.

Attention : L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s), au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle constate, d'après, elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de valider la conception du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit autre. Toute personne se référant à ces règlements doit en reconnaître d'office la compétence et n'a pas le droit de faire valoir ses droits en méconnaissant les règlements existants, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligatoires du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L 242-1 du Code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 45

Dossier n° : DP 007 343 25 0 0025

Dépôt le : 12/05/2025

Demandeur : BETHEL ENERGIE

Représentant : UZAN Benjamin

Pour : 18 panneaux photovoltaïques

Adresse du terrain : 100 CHEMIN DE PADENELLE
à VINEZAC (07110)

Affiché le : 21/05/2025

Transmis au contrôle de légalité le : 19/05/2025

Notifié le : 19/05/25

Affichage du dépôt le : 12/05/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 12/05/2025, par BETHEL ENERGIE, représentée par UZAN Benjamin, demeurant 5 SQ DES BOULEAUX 75019 PARIS, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0025 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : 18 panneaux photovoltaïques ;
- sur un terrain situé : 100 CHEMIN DE PADENELLE à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 13 mai 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 211-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 46

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0024
Dépôt le :	12/05/2025
Demandeur :	ARRIVELEC
Représentant :	RAHMOUNI HOSSEM
Pour :	Pose de 12 panneaux photovoltaïques
Adresse du terrain :	1098 ROUTE D'UZER à VINEZAC (07110)
Affiché le :	26/05/2025
Transmis au contrôle de légalité le :	23/05/2025
Notifié le :	23/05/2025
Affichage du dépôt le :	12/05/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 12/05/2025, par ARRIVELEC, représentée par RAHMOUNI HOSSEM, demeurant 16 avenue du valquiou 93290 TREMBLAY EN FRANCE, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0024 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Pose de 12 panneaux photovoltaïques ;
- sur un terrain situé : 1098 ROUTE D'UZER à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 23 mai 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



Thierry DEBARS
L'Adjoint délégué

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE DE VINEZAC

Mairie

1, Place Denis Tendil

07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 47

Dossier n° : PC 007 343 25 0 0005

Dépôt le : 03/04/2025

Demandeur : Xavier WADIN

Pour : Création d'un logement par l'aménagement d'une cave, réalisation d'auvents et d'une annexe pour abriter des véhicules et matériels

Adresse du terrain : Route de Largentière, Lieu-dit Le Claux à VINEZAC (07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 26/05/2025

Notifié le : 26/05/2025

Affichage du dépôt le : 3/06/2025

NR JA 216 810 2810 7

ARRETE

Refusant un Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI) au nom de la commune

Le Maire,

Vu la demande de Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI), déposée le 03/04/2025, par Xavier WADIN, demeurant Route de Largentière, Lieu-dit Le Claux à VINEZAC (07110), enregistrée sous le numéro PC 007 343 25 0 0005 ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour : Création d'un logement par l'aménagement d'une cave, réalisation d'auvents et d'une annexe pour abriter des véhicules et matériels ;
- Sur un terrain situé : Route de Largentière Le Claux à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) approuvé le 24/09/2015 ;

Considérant que l'article R 111-2 du code de l'urbanisme dispose que le projet **peut être refusé** ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales **s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation**, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ;

Considérant que le projet porte notamment sur la **création d'un logement** sur un terrain entièrement **enclavé dans un massif forestier d'une superficie supérieure à 4 hectares**, que le projet est soumis à un risque d'incendie de forêt, qu'un déboisement total de 50 mètres autour des futures constructions est nécessaire pour assurer la sécurité vis-à-vis de ce risque, **que ce déboisement doit s'opérer sur les terrains voisins (parcelles A 410 et A 411 situés au Nord-Est et sur la commune de Lachapelle-sous-Aubenas)**, que le déboisement nécessaire du terrain et des terrains voisins n'a pas été réalisé et que le risque d'incendie de forêt n'est donc pas écarté, **que le projet est donc de nature à porter atteinte à la sécurité publique du fait de sa situation** et qu'il ne peut être accepté ;

Considérant que l'article R 431-1 du Code de l'Urbanisme dispose que le projet architectural doit être établi par un architecte ;

Considérant que le projet architectural présenté **n'est pas établi par un architecte inscrit à l'Ordre des architectes** et qu'il n'entre pas dans les cas où le recours à l'architecte n'est pas obligatoire (du fait de la création de 66 m² de surface de plancher qui porte la surface de plancher totale à 477 m², ce qui excède le seuil des 150 m²) ;

Considérant que l'article L 421-9 du Code de l'Urbanisme stipule que lorsqu'une construction est achevée depuis plus de dix ans, le refus de permis de construire ou la décision d'opposition à déclaration préalable ne peut être fondé sur l'irrégularité de la construction initiale au regard du droit de l'urbanisme mais que ces dispositions ne sont pas applicables lorsque la construction a été réalisée sans qu'aucun permis de construire n'ait été obtenu alors que celui-ci était requis ;

Considérant que le projet porte sur un bâtiment qui était à l'origine en ruines et qui a fait l'objet de travaux de reconstruction et d'extension, que ces travaux relevaient d'une demande de permis de construire mais qu'aucun permis de construire n'a été délivré alors qu'il était requis ;

Considérant dès lors que le présent permis de construire porte sur une construction qui n'a pas été régulièrement édifiée et qu'il doit être refusé ;

Considérant que le projet ne respecte pas les articles R 111-2, R 431-1 et L 421-9 du code de l'urbanisme et qu'il ne peut être autorisé ;

ARRÊTE

Article unique

Le Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI) est **REFUSE**

Fait à VINEZAC,
Le 26 mai 2025

Le Maire,
M. André LAURENT



L'Adjoint délégué

Thierry DEBARD

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ARRETE MUNICIPAL n°48 - 2025

Période réglementation de la circulation sur la rue du Bourg - Commune de Vinezac (Ardèche)

Le Maire,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le passage des cyclistes dans le cadre de l'Andéchoise sur la commune.

ARRETE

Article 1 :

Pour assurer le bon déroulement du passage de l'Andéchoise,

RUE DU BOURG

LA CIRCULATION SERA FERMEE

**DU JEUDI 12 JUIN 2025 DE 12H00 À 19H00
ET VENDREDI 13 JUIN 2025 DE 7H00 À 18H00**

Article 2 :

La Commune de Vinezac se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

M. le Maire de Vinezac

M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière

Fait à Vinezac, le 11/06/2025,



ARRETE MUNICIPAL n°49 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur la route de Boude - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le risque d'éboulement présentant un danger pour la sécurité publique sur la route de Boude - Commune de Vinezac (Ardèche).

ARRETE

Article 1 :

Pour des raisons de sécurité, la circulation de tous les véhicules et piétons est interdite tant que le danger pour les usagers persiste. Une expertise devra déterminer la nature de ce danger.

ROUTE DE BOUDE

TOUTE CIRCULATION EST INTERDITE

À EFFET IMMEDIAT

Article 2 :

La Commune de Vinezac se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière

Fait à Vinezac, le 41/06/2025,

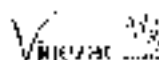


André LAURENT

L'Adjoint délégué

DEBARD

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tondl
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 50

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0028
Dépôt le :	20/05/2025
Demandeur :	EVE ELECTRICITE VERTE DE FRANCO
Représentant :	HASSAN ADIL
Pour :	Installation d'une centrale photovoltaïque
Adresse du terrain :	90 impasse PIERRE HAUTREZ à VINEZAC (07110)
Affiché le :	23/06/2025
Transmission contrôlée de légalité le :	12/06/2025
Notifié le :	22/06/25
Affichage du dépôt le :	26/05/2025

ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 20/05/2025, par EVE ELECTRICITE VERTE DE
FRANCO, représentée par HASSAN ADIL, demeurant 605 ROUTE DE LYON 69200 BAGNOLES SUR LOIRE,
enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0028 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour l'installation d'une centrale photovoltaïque,
- sur un terrain situé : 90 impasse PIERRE HAUTREZ à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 12/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) en date du 07/03/2016 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'avis simple de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 20/05/2025 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 10 juin 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



L'Adjoint délégué

DEBARS

La présente décision est soumise au mécanisme de l'Etat dans les conditions prévues à l'article 2131-2 du Code général des impôts français.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peut(ont) contester la légalité de la décision dans les **DIX HUIT MOIS** qui suivent la date de notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le grief principal relatif aux travaux prévus autour de la décision ou d'un recours administratif, la légalité change de destination, la durée pour les motifs relatifs au droit de l'Etat. Cette décision partage le rôle de quatre compétences qui ont été mises en introduction dans les deux autres, selon la répartition (plus ou moins) de la durée ou des motifs relatifs à la décision).

Durée de validité. Conformément à l'article R424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est pérenne si les travaux ou sont pas effectués dans un délai de 20 ans à compter de sa date d'octroi (sauf conditions). Il en est de même si passé ce délai, les travaux sont à leur terme. Si l'autorisation n'est pas effectuée à son terme. En cas de non-exécution de la durée de validité est suspendue jusqu'à l'achèvement d'une décision. L'autorisation est soumise aux articles R424-21 et R424-22. L'autorisation peut être perdue pour une raison si les prescriptions et les caractéristiques d'urbanisme de tous ordres et la respect des zones et particularités sont pas respectés. Dans ce cas, la durée de validité est suspendue et l'autorisation est soumise par le mécanisme de l'Etat. La durée de validité est suspendue si l'autorisation n'est pas effectuée.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peut(ont) commencer les travaux après avoir :

1. chose ou le terrain, portant toute la durée du chantier, ne peuvent intervenir aux prescriptions des articles R424-17, R424-19, R424-21, R424-22, R424-23, R424-24, R424-25, R424-26, R424-27, R424-28, R424-29, R424-30, R424-31, R424-32, R424-33, R424-34, R424-35, R424-36, R424-37, R424-38, R424-39, R424-40, R424-41, R424-42, R424-43, R424-44, R424-45, R424-46, R424-47, R424-48, R424-49, R424-50, R424-51, R424-52, R424-53, R424-54, R424-55, R424-56, R424-57, R424-58, R424-59, R424-60, R424-61, R424-62, R424-63, R424-64, R424-65, R424-66, R424-67, R424-68, R424-69, R424-70, R424-71, R424-72, R424-73, R424-74, R424-75, R424-76, R424-77, R424-78, R424-79, R424-80, R424-81, R424-82, R424-83, R424-84, R424-85, R424-86, R424-87, R424-88, R424-89, R424-90, R424-91, R424-92, R424-93, R424-94, R424-95, R424-96, R424-97, R424-98, R424-99, R424-100, R424-101, R424-102, R424-103, R424-104, R424-105, R424-106, R424-107, R424-108, R424-109, R424-110, R424-111, R424-112, R424-113, R424-114, R424-115, R424-116, R424-117, R424-118, R424-119, R424-120, R424-121, R424-122, R424-123, R424-124, R424-125, R424-126, R424-127, R424-128, R424-129, R424-130, R424-131, R424-132, R424-133, R424-134, R424-135, R424-136, R424-137, R424-138, R424-139, R424-140, R424-141, R424-142, R424-143, R424-144, R424-145, R424-146, R424-147, R424-148, R424-149, R424-150, R424-151, R424-152, R424-153, R424-154, R424-155, R424-156, R424-157, R424-158, R424-159, R424-160, R424-161, R424-162, R424-163, R424-164, R424-165, R424-166, R424-167, R424-168, R424-169, R424-170, R424-171, R424-172, R424-173, R424-174, R424-175, R424-176, R424-177, R424-178, R424-179, R424-180, R424-181, R424-182, R424-183, R424-184, R424-185, R424-186, R424-187, R424-188, R424-189, R424-190, R424-191, R424-192, R424-193, R424-194, R424-195, R424-196, R424-197, R424-198, R424-199, R424-200, R424-201, R424-202, R424-203, R424-204, R424-205, R424-206, R424-207, R424-208, R424-209, R424-210, R424-211, R424-212, R424-213, R424-214, R424-215, R424-216, R424-217, R424-218, R424-219, R424-220, R424-221, R424-222, R424-223, R424-224, R424-225, R424-226, R424-227, R424-228, R424-229, R424-230, R424-231, R424-232, R424-233, R424-234, R424-235, R424-236, R424-237, R424-238, R424-239, R424-240, R424-241, R424-242, R424-243, R424-244, R424-245, R424-246, R424-247, R424-248, R424-249, R424-250, R424-251, R424-252, R424-253, R424-254, R424-255, R424-256, R424-257, R424-258, R424-259, R424-260, R424-261, R424-262, R424-263, R424-264, R424-265, R424-266, R424-267, R424-268, R424-269, R424-270, R424-271, R424-272, R424-273, R424-274, R424-275, R424-276, R424-277, R424-278, R424-279, R424-280, R424-281, R424-282, R424-283, R424-284, R424-285, R424-286, R424-287, R424-288, R424-289, R424-290, R424-291, R424-292, R424-293, R424-294, R424-295, R424-296, R424-297, R424-298, R424-299, R424-300, R424-301, R424-302, R424-303, R424-304, R424-305, R424-306, R424-307, R424-308, R424-309, R424-310, R424-311, R424-312, R424-313, R424-314, R424-315, R424-316, R424-317, R424-318, R424-319, R424-320, R424-321, R424-322, R424-323, R424-324, R424-325, R424-326, R424-327, R424-328, R424-329, R424-330, R424-331, R424-332, R424-333, R424-334, R424-335, R424-336, R424-337, R424-338, R424-339, R424-340, R424-341, R424-342, R424-343, R424-344, R424-345, R424-346, R424-347, R424-348, R424-349, R424-350, R424-351, R424-352, R424-353, R424-354, R424-355, R424-356, R424-357, R424-358, R424-359, R424-360, R424-361, R424-362, R424-363, R424-364, R424-365, R424-366, R424-367, R424-368, R424-369, R424-370, R424-371, R424-372, R424-373, R424-374, R424-375, R424-376, R424-377, R424-378, R424-379, R424-380, R424-381, R424-382, R424-383, R424-384, R424-385, R424-386, R424-387, R424-388, R424-389, R424-390, R424-391, R424-392, R424-393, R424-394, R424-395, R424-396, R424-397, R424-398, R424-399, R424-400, R424-401, R424-402, R424-403, R424-404, R424-405, R424-406, R424-407, R424-408, R424-409, R424-410, R424-411, R424-412, R424-413, R424-414, R424-415, R424-416, R424-417, R424-418, R424-419, R424-420, R424-421, R424-422, R424-423, R424-424, R424-425, R424-426, R424-427, R424-428, R424-429, R424-430, R424-431, R424-432, R424-433, R424-434, R424-435, R424-436, R424-437, R424-438, R424-439, R424-440, R424-441, R424-442, R424-443, R424-444, R424-445, R424-446, R424-447, R424-448, R424-449, R424-450, R424-451, R424-452, R424-453, R424-454, R424-455, R424-456, R424-457, R424-458, R424-459, R424-460, R424-461, R424-462, R424-463, R424-464, R424-465, R424-466, R424-467, R424-468, R424-469, R424-470, R424-471, R424-472, R424-473, R424-474, R424-475, R424-476, R424-477, R424-478, R424-479, R424-480, R424-481, R424-482, R424-483, R424-484, R424-485, R424-486, R424-487, R424-488, R424-489, R424-490, R424-491, R424-492, R424-493, R424-494, R424-495, R424-496, R424-497, R424-498, R424-499, R424-500, R424-501, R424-502, R424-503, R424-504, R424-505, R424-506, R424-507, R424-508, R424-509, R424-510, R424-511, R424-512, R424-513, R424-514, R424-515, R424-516, R424-517, R424-518, R424-519, R424-520, R424-521, R424-522, R424-523, R424-524, R424-525, R424-526, R424-527, R424-528, R424-529, R424-530, R424-531, R424-532, R424-533, R424-534, R424-535, R424-536, R424-537, R424-538, R424-539, R424-540, R424-541, R424-542, R424-543, R424-544, R424-545, R424-546, R424-547, R424-548, R424-549, R424-550, R424-551, R424-552, R424-553, R424-554, R424-555, R424-556, R424-557, R424-558, R424-559, R424-560, R424-561, R424-562, R424-563, R424-564, R424-565, R424-566, R424-567, R424-568, R424-569, R424-570, R424-571, R424-572, R424-573, R424-574, R424-575, R424-576, R424-577, R424-578, R424-579, R424-580, R424-581, R424-582, R424-583, R424-584, R424-585, R424-586, R424-587, R424-588, R424-589, R424-590, R424-591, R424-592, R424-593, R424-594, R424-595, R424-596, R424-597, R424-598, R424-599, R424-600, R424-601, R424-602, R424-603, R424-604, R424-605, R424-606, R424-607, R424-608, R424-609, R424-610, R424-611, R424-612, R424-613, R424-614, R424-615, R424-616, R424-617, R424-618, R424-619, R424-620, R424-621, R424-622, R424-623, R424-624, R424-625, R424-626, R424-627, R424-628, R424-629, R424-630, R424-631, R424-632, R424-633, R424-634, R424-635, R424-636, R424-637, R424-638, R424-639, R424-640, R424-641, R424-642, R424-643, R424-644, R424-645, R424-646, R424-647, R424-648, R424-649, R424-650, R424-651, R424-652, R424-653, R424-654, R424-655, R424-656, R424-657, R424-658, R424-659, R424-660, R424-661, R424-662, R424-663, R424-664, R424-665, R424-666, R424-667, R424-668, R424-669, R424-670, R424-671, R424-672, R424-673, R424-674, R424-675, R424-676, R424-677, R424-678, R424-679, R424-680, R424-681, R424-682, R424-683, R424-684, R424-685, R424-686, R424-687, R424-688, R424-689, R424-690, R424-691, R424-692, R424-693, R424-694, R424-695, R424-696, R424-697, R424-698, R424-699, R424-700, R424-701, R424-702, R424-703, R424-704, R424-705, R424-706, R424-707, R424-708, R424-709, R424-710, R424-711, R424-712, R424-713, R424-714, R424-715, R424-716, R424-717, R424-718, R424-719, R424-720, R424-721, R424-722, R424-723, R424-724, R424-725, R424-726, R424-727, R424-728, R424-729, R424-730, R424-731, R424-732, R424-733, R424-734, R424-735, R424-736, R424-737, R424-738, R424-739, R424-740, R424-741, R424-742, R424-743, R424-744, R424-745, R424-746, R424-747, R424-748, R424-749, R424-750, R424-751, R424-752, R424-753, R424-754, R424-755, R424-756, R424-757, R424-758, R424-759, R424-760, R424-761, R424-762, R424-763, R424-764, R424-765, R424-766, R424-767, R424-768, R424-769, R424-770, R424-771, R424-772, R424-773, R424-774, R424-775, R424-776, R424-777, R424-778, R424-779, R424-780, R424-781, R424-782, R424-783, R424-784, R424-785, R424-786, R424-787, R424-788, R424-789, R424-790, R424-791, R424-792, R424-793, R424-794, R424-795, R424-796, R424-797, R424-798, R424-799, R424-800, R424-801, R424-802, R424-803, R424-804, R424-805, R424-806, R424-807, R424-808, R424-809, R424-810, R424-811, R424-812, R424-813, R424-814, R424-815, R424-816, R424-817, R424-818, R424-819, R424-820, R424-821, R424-822, R424-823, R424-824, R424-825, R424-826, R424-827, R424-828, R424-829, R424-830, R424-831, R424-832, R424-833, R424-834, R424-835, R424-836, R424-837, R424-838, R424-839, R424-840, R424-841, R424-842, R424-843, R424-844, R424-845, R424-846, R424-847, R424-848, R424-849, R424-850, R424-851, R424-852, R424-853, R424-854, R424-855, R424-856, R424-857, R424-858, R424-859, R424-860, R424-861, R424-862, R424-863, R424-864, R424-865, R424-866, R424-867, R424-868, R424-869, R424-870, R424-871, R424-872, R424-873, R424-874, R424-875, R424-876, R424-877, R424-878, R424-879, R424-880, R424-881, R424-882, R424-883, R424-884, R424-885, R424-886, R424-887, R424-888, R424-889, R424-890, R424-891, R424-892, R424-893, R424-894, R424-895, R424-896, R424-897, R424-898, R424-899, R424-900, R424-901, R424-902, R424-903, R424-904, R424-905, R424-906, R424-907, R424-908, R424-909, R424-910, R424-911, R424-912, R424-913, R424-914, R424-915, R424-916, R424-917, R424-918, R424-919, R424-920, R424-921, R424-922, R424-923, R424-924, R424-925, R424-926, R424-927, R424-928, R424-929, R424-930, R424-931, R424-932, R424-933, R424-934, R424-935, R424-936, R424-937, R424-938, R424-939, R424-940, R424-941, R424-942, R424-943, R424-944, R424-945, R424-946, R424-947, R424-948, R424-949, R424-950, R424-951, R424-952, R424-953, R424-954, R424-955, R424-956, R424-957, R424-958, R424-959, R424-960, R424-961, R424-962, R424-963, R424-964, R424-965, R424-966, R424-967, R424-968, R424-969, R424-970, R424-971, R424-972, R424-973, R424-974, R424-975, R424-976, R424-977, R424-978, R424-979, R424-980, R424-981, R424-982, R424-983, R424-984, R424-985, R424-986, R424-987, R424-988, R424-989, R424-990, R424-991, R424-992, R424-993, R424-994, R424-995, R424-996, R424-997, R424-998, R424-999, R424-1000, R424-1001, R424-1002, R424-1003, R424-1004, R424-1005, R424-1006, R424-1007, R424-1008, R424-1009, R424-1010, R424-1011, R424-1012, R424-1013, R424-1014, R424-1015, R424-1016, R424-1017, R424-1018, R424-1019, R424-1020, R424-1021, R424-1022, R424-1023, R424-1024, R424-1025, R424-1026, R424-1027, R424-1028, R424-1029, R424-1030, R424-1031, R424-1032, R424-1033, R424-1034, R424-1035, R424-1036, R424-1037, R424-1038, R424-1039, R424-1040, R424-1041, R424-1042, R424-1043, R424-1044, R424-1045, R424-1046, R424-1047, R424-1048, R424-1049, R424-1050, R424-1051, R424-1052, R424-1053, R424-1054, R424-1055, R424-1056, R424-1057, R424-1058, R424-1059, R424-1060, R424-1061, R424-1062, R424-1063, R424-1064, R424-1065, R424-1066, R424-1067, R424-1068, R424-1069, R424-1070, R424-1071, R424-1072, R424-1073, R424-1074, R424-1075, R424-1076, R424-1077, R424-1078, R424-1079, R424-1080, R424-1081, R424-1082, R424-1083, R424-1084, R424-1085, R424-1086, R424-1087, R424-1088, R424-1089, R424-1090, R424-1091, R424-1092, R424-1093, R424-1094, R424-1095, R424-1096, R424-1097, R424-1098, R424-1099, R424-1100, R424-1101, R424-1102, R424-1103, R424-1104, R424-1105, R424-1106, R424-1107, R424-1108, R424-1109, R424-1110, R424-1111, R424-1112, R424-1113, R424-1114, R424-1115, R424-1116, R424-1117, R424-1118, R424-1119, R424-1120, R424-1121, R424-1122, R424-1123, R424-1124, R424-1125, R424-1126, R424-1127, R424-1128, R424-1129, R424-1130, R424-1131, R424-1132, R424-1133, R424-1134, R424-1135, R424-1136, R424-1137, R424-1138, R424-1139, R424-1140, R424-1141, R424-1142, R424-1143, R424-1144, R424-1145, R424-1146, R424-1147, R424-1148, R424-1149, R424-1150, R424-1151, R424-1152, R424-1153, R424-1154, R424-1155, R424-1156, R424-1157, R424-1158, R424-1159, R424-1160, R424-1161, R424-1162, R424-1163, R424-1164, R424-1165, R424-1166, R424-1167, R424-1168, R424-1169, R424-1170, R424-1171, R424-1172, R424-1173, R424-1174, R424-1175, R424-1176, R424-1177, R424-1178, R424-1179, R424-1180, R424-1181, R424-1182, R424-1183, R424-1184, R424-1185, R424-1186, R424-1187, R424-1188, R424-1189, R424-1190, R424-1191, R424-1192, R424-1193, R424-1194, R424-1195, R424-1196, R424-1197, R424-1198, R424-1199, R424-1200, R424-1201, R424-1202, R424-1203, R424-1204, R424-1205, R424-1206, R424-1207, R424-1208, R424-1209, R424-1210, R424-1211, R424-1212, R424-1213, R424-1214, R424-1215, R424-1216, R424-1217, R424-1218, R424-1219, R424-1220, R424-1221, R424-1222, R424-1223, R424-1224, R424-1225, R424-1226, R424-1227, R424-1228, R424-1229, R424-1230, R424-1231, R424-1232, R424-1233, R424-1234, R424-1235, R424-1236, R424-1237, R424-1238, R424-1239, R424-1240, R424-1241, R424-1242, R424-1243, R424-1244, R424-1245, R424-1246, R424-1247, R424-1248, R424-1249, R424-1250, R424-1251, R424-1252, R424-1253, R424-1254, R424-1255, R424-1256, R424-1257, R424-1258, R424-1259, R424-1260, R424-1261, R424-1262, R424-1263, R424-1264, R424-1265, R424-1266, R424-1267, R424-1268, R424-1269, R424-1270, R424-1271, R424-1272, R424-1273, R424-1274, R424-1275, R424-1276, R424-1277, R424-1278, R424-1279, R424-1280, R424-1281, R424-1282, R424-1283, R424-1284, R424-1285, R424-1286, R424-1287, R424-1288, R424-1289, R424-1290, R424-1291, R424-1292, R424-1293, R424-1294, R424-1295, R424-1296, R424-1297, R424-1298, R424-1299, R424-1300, R424-1301, R424-130

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 51

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0030
Dépôt le :	30/05/2025
Demandeur :	EVF ELECTRICITE VERTE DE FRANCE
Représentant :	HASSANI ADIL
Pour :	Pose de 19 panneaux photovoltaïques
Adresse du terrain :	190 IMPASSE DES CÔTES à VINEZAC (07110)
Affiché le :	17/06/2025
Transmis au contrôle de légalité le :	16/06/2025
Notifié le :	16/06/2025
Affichage du dépôt le :	30/05/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 30/05/2025, par EVFELECTRICITE VERTE DE FRANCE, représentée par HASSANI ADIL, demeurant 635 ROUTE DE LYON 30200 BAGNOLS SUR CEZE, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0030 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Pose de 19 panneaux photovoltaïques;
- sur un terrain situé : 190 IMPASSE DES CÔTES à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 16 juin 2025

Le Maire,
M. André LAUBERT



Thierry DEBARS

L'Adjoint délégué

La présente décision est notifiée au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article 2133-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les **DEUX MOIS** qui suivent la date de notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est pérenne si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa délivrance au(au) bénéficiaire(s). Si ce délai est passé et passé de plus les travaux sont achevés, pendant un délai supérieur à six années. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au retrait d'un dossier juridictionnel inévitable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une durée à ces prescriptions et les services achèvement de leur œuvre et le régime des taxes et participations n'est pas exclu. En cas, la durée de prorogation est limitée en deux exemplaires et adressée par le représentant ou l'élu(e) à la date de la décision de prorogation du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peut(vent) commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-16 à R424-18, visible au vu public devant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'autorisation est nulle d'office (article 10 (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de résoudre conformément au projet ses règles et conditions d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Tout préjudice résultant d'un litige par le méconnaissance du droit ou propriété ou d'autres dispositions du droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit respecter l'assiette et les charges-cantons prévues par l'article 2133-1 du Code des communes.

ARRETE MUNICIPAL n°52 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur les voies communales de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 16/06/2025, formulée par M. François MIRABEL, 300 route de Veyras 07110 VINEZAC

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre de réaliser des travaux de ravalement des façades, sur son habitation 300 route de Veyras à Vinezac (Ardèche).

LA CIRCULATION SERA ALTERNEE POUR LES VEHICULES LEGERES ET INTERDITE POUR LES POIDS LOURDS

LUNDI 16 JUIN 2025 AU JEUDI 19 JUIN 2025 INCLUS

Article 2 :

L'entreprise SAS COSTA RAVALEMENT se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

L'entreprise SAS COSTA RAVALEMENT est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- L'entreprise SAS COSTA RAVALEMENT

Fait à Vinezac, le 16/06/2025

Le Maire,
André LAURENT.



Le Maire,
André LAURENT

ARRETE MUNICIPAL n°53 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur le chemin rural dénommé Chemin de Sayne - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 17/06/2025, formulée par l'entreprise VIDAL Paysages représentée par M. Yannick VIDAL - 785 chemin de Perbost à Rocher (Ardèche)

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à l'entreprise VIDAL Paysages de réaliser des travaux de construction d'un mur - chemin de Sayne - Commune de Vinezac (Ardèche),

CHEMIN DE SAYNE

LA CIRCULATION SERA **INTERDITE**

MERCREDI 2 JUILLET 2025 AU MERCREDI 15 JUILLET 2025 INCLUS

Article 2 :

L'entreprise VIDAL Paysages se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :


L'entreprise VIDAL Paysages est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- L'entreprise VIDAL Paysages

Fait à Vinezac, le 18/06/2025,

Le Maire, 
André LAURENT.



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2024/ SL

Dossier n° : DP0073432500027

Dépôt le : 14/05/2025

Demandeur : SERRE ROSELYNE

Représentant :

Autre
demandeur

Pour : rénovation carport

Adresse du
terrain : 0275 route des auverges
à VINEZAC (07110)

Affiché le :

Transmis au contrôle de légalité le : 19/06/2025

Notifié le : 19/06/2025

Affichage du dépôt le : 14/05/2025

**CERTIFICAT de DECISION TACITE
de non opposition à déclaration préalable
au nom de la commune**

Le Maire,

certifie que la Commune ne s'est pas opposée à la demande de Déclaration Préalable Constructions (DPC) de SERRE ROSELYNE, enregistrée sous le numéro DP0073432500027 pour un projet ci-dessus référencé, dossier déposé le 14/05/2025.

Cette Déclaration Préalable Constructions (DPC) est donc TACITE depuis le 14/06/2025.

Ce certificat est délivré en application de l'article R424-13 du code de l'urbanisme.

Fait à Vinezac, le 18 juin 2025

Le Maire,

M. André LAURENT


Henry DEBARD
L'Adjoint délégué

ARRETE MUNICIPAL n°55 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur le chemin de Bellegarde, route des Lombards, route des Auverges, Rue du Chantou de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 18/06/2025, formulée par la société AZ TECHNOLOGIE représentée par M. Amine BENAZZOUZ - 9 avenue de Norvège - 91140 VILLEBON SUR YVETTE

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à société AZ TECHNOLOGIE de réaliser des travaux d'implantation et de remplacement de poteaux dans le cadre du déploiement de la fibre optique sur la commune de Vinezac (Ardèche).

CHEMIN DE BELLEGARDE
ROUTE DES LOMBARDS
ROUTE DES AUVERGES
RUE DU CHANTOU

LA CIRCULATION SERA ALTERNEE

DU VENDREDI 20 JUIN 2025 AU VENDREDI 25 JUILLET INCLUS
DE 7H30 À 17H00

Article 2 :

La Société AZ TECHNOLOGIE se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La Société AZ TECHNOLOGIE est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Société AZ TECHNOLOGIE

Fait à Vinezac, le 20/06/2025,



ARRETE MUNICIPAL n° 56-2025

PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants,

Vu la demande en date du 23/06/2025, formulée par l'association *Vinezac Sauvegarder pour Transmettre*, représentée par sa Présidente Brigitte GIRARD, de tenir une buvette dans le cadre du marché estival organisé par la commune, à la place du Chalendas de Vinezac.

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'utilisation de la place du Chalendas du jeudi 26 juin 2025 – 16h00 au vendredi 27 juin 02h00, et d'en limiter l'accès aux véhicules à moteur

ARRETE

Article 1 :

L'association *Vinezac Sauvegarder pour Transmettre*, suite à la demande formulée par sa Présidente Brigitte GIRARD, est autorisée à occuper la place du Chalendas de Vinezac afin d'organiser le marché estival.

Article 2 :

L'autorisation d'occupation du domaine public est donnée du jeudi 26 juin 2025 - 16h00, jour de la manifestation, au jeudi 26 juin 2025 - 16h00– 23h00.

Article 3 :

Dès l'achèvement de la manifestation, l'association *Vinezac Sauvegarder pour Transmettre* sera tenue d'enlever tous débris et autres du domaine public occupé.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Présidente de l'association *Vinezac Sauvegarder pour Transmettre*

Fait à Vinezac, le 23/06/2025

Le Maire,
André LAURENT.




Le Maire,
André LAURENT

REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE DE VINEZAC

Mairie
1, Place Denis Tendil
07110 VINEZAC

N° arrêté : 2025/ ST

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0020
Dépôt le :	14/04/2025
Complément :	13/06/2025
Demandeur :	Claude DELHOUME
Pour :	Réouverture d'un portail muré, construction d'un abri pour élévateur, suppression d'un auvent
Adresse du terrain :	1, Rue Chaude à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	26/06/2025
Notifié le :	27/06/2025
Affichage du dépôt le :	24/06/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 14/04/2025, par Claude DELHOUME, demeurant au 1, Rue Chaude à VINEZAC (07110), complétée le 13/06/2025, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0020 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Réouverture d'un portail muré, construction d'un abri pour élévateur, suppression d'un auvent ;
- Sur un terrain situé : 1, Rue Chaude à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques ;

Vu l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 19/06/2025 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC,

Le 26/06/2025

Le Maire,

M. André LAURENT


L'Adjoint délégué

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.



ARRETE MUNICIPAL n°58 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur la voie communale dénommée Route de la Largentière - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 27/06/2025, formulée par la Société SEBA chez Sogelink - TSA 70011 - 89134 DARDILLY CEDEX représenté par M. Yann RENSY

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre au SEBA de réaliser des travaux de pose de compteur/ branchement aux réseaux de la voie communale dénommée Route de Largentière - Commune de Vinezac (Ardèche).

ROUTE DE LARGENTIERE LA CIRCULATION SERA ALTERNEE

DU LUNDI 1^{ER} SEPTEMBRE 2025 AU VENDREDI 31 OCTOBRE
2025 INCLUS
DE 7H30 A 17H00

Article 2 :

Le SEBA se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

le SEBA est tenu de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- SEBA

Fait à Vinezac, le 30/06/2025,

Le Maire,
Andre LAURENT.



L'Adjoint délégué

DEBARS

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 59

Dossier n° :	PC 007 343 24 D 0011 M01
Dépôt le :	04/06/2025
Demandeur :	DEBOUSSE Nora
Pour :	Extension d'une maison et construction d'un garage
Surface de plancher créée :	93,30 m²
Adresse du terrain :	Route de Largentière à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	20/06/2025
Notifié le :	20/06/2025
Affichage du dépôt le :	06/06/2025

ARRETE

Accordant une modification d'un(e) Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI) délivré(e) en cours de validité au nom de la commune

Le Maire,

Vu la demande de modification du Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI), déposée le 04/06/2025, par DEBOUSSE Nora, demeurant 2 Rue du Bourg, résidence les vignes 07110 VINEZAC, enregistrée sous le numéro PC 007 343 24 D 0011 M01 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : extension d'une maison et construction d'un garage ;
- sur un terrain situé : Route de Largentière à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu la déclaration préalable DP 007 343 23 D 0039 pour division ayant fait l'objet d'un arrêté de non opposition en date du 06/03/2024 ;

Vu le permis initial n° PC 007 343 24 D 0011 délivré le 04/12/2024 ;

ARRÊTE

Article 1

La modification du Permis de Construire de Maison Individuelle (PCMI) est ACCORDEE.

Article 2

Les prescriptions émises lors de la décision initiale restent applicables.

Fait à VINEZAC, le 30 juin 2025

 *M. André LAURENT*

Le Maire,
M. André LAURENT

L'Adjoint délégué

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut(vent) commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (cerfa n°13407*02 disponible en mairie ou sur le site www.service-public.fr)
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE DE VINEZAC

Mairie
1, Place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 60

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0032
Dépôt le :	17/06/2025
Demandeur :	SASU EDF SOLUTIONS SOLAIRES
Représentant :	Marie DURIAT
Pour :	Installation d'un générateur photovoltaïque sur le plan de la toiture parallèlement à la couverture
Adresse du terrain :	Les Auverges, Lieu-dit Les Peredes à VINEZAC (07110)
Affiché le :	9/7/2025
Transmis au contrôle de légalité le :	8/7/25
Notifié le :	8/7/25
Affichage du dépôt le :	17/06/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 17/06/2025, par la SASU EDF SOLUTIONS SOLAIRES, représentée par Marie DURIAT, dont le siège est situé au 27, Chemin des Peupliers Veillage de Dardilly, Bâtiment F à DARDILLY (69570), enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0032 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Installation d'un générateur photovoltaïque sur le plan de la toiture parallèlement à la couverture ;
- Sur un terrain situé : Les Auverges, Lieu-dit Les Peredes à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peuvent contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'ordonnateur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les unités déléguées au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui est alors échu initialement après les deux mois suivant la décision d'absence de réponse au motif d'un rejet explicite).

Délai de validité : Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa délivrance (ou) bénéficiaire(s), si en cas de refus si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision administrative définitive. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les modalités d'entretien de l'ouvrage et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prolongation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie dans lequel sont jointes l'autorisation de validité actualisée.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peuvent commencer les travaux sans motif.

Installé sur le terrain, portant toute la charge du chantier, le titulaire exécute aux prescriptions des articles R424-19 à R424-25, visée de la voie publique dans tout le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'autorité de recours est tenue d'en informer le (ou les) demandeur(s) au plus tard quatre jours après le début du recours.

- dans le délai de deux mois après la date de l'implication, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'autorité de l'Etat, est tenue d'en informer immédiatement le bénéficiaire de permis et de le permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : cela a pour objet de protéger le propriétaire du projet aux règles et conditions d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les règles réglementaires et les règles du droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la reconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits. Le service des tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il est sous l'égide de l'obligation d'entretien prévues par l'article L242 :

1 du code des communes

ARRETE MUNICIPAL n°61 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur la voie communale N°11" dénommée Vianès - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 08/07/2025, formulée par la Société ENSIO représentée par Mme Charlotte BROCHETON - 321 Allée des platanes - 26270 LORIOL SUR DROME

ARRETE

Article 1 :

La Société ENSIO est autorisée de réaliser des travaux de pose d'une chambre Télécom sur conduites existantes et enfouissement de conduite de la chambre jusqu'à l'appui sur 5M, à route de Vianès - Commune de Vinezac (Ardèche).

ROUTE DE VIANES LA CIRCULATION SERA ALTERNEE

DU LUNDI 11 AOÛT AU MERCREDI 13 AOÛT 2025 INCLUS
DE 7H30 À 17H00

Article 2 :

La Société ENSIO se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La Société ENSIO est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- ENSIO

Fait à Vinezac, le 09/07/2025,
Le Maire,
André LAURENT.



REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE DE VINEZAC

Mairie

1, Place Denis Tendil

07110 VINEZAC

N° arrêté : 2025/ 62

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0034
Dépôt le :	20/06/2025
Demandeur :	SARL SILIS
Représentant :	Stéphane SARFATI
Pour :	Panneaux photovoltaïques en toiture
Adresse du terrain :	5438, Chemin de Toussaint à VINEZAC (07110)
Affiché le :	21/06/2025
Transmis au contrôle de légalité le :	21/06/2025
Notifié le :	21/06/2025
Affichage du dépôt le :	20/06/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 20/06/2025, par la SARL SILIS, représentée par Stéphane SARFATI, dont le siège est situé au 8, Avenue Henri Barbusse à BOBIGNY (93000), enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0034 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Panneaux photovoltaïques en toiture ;
- Sur un terrain situé : 5438, Chemin de Toussaint à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC,
Le 20/06/2025
Le Maire,
M. André LAURENT

La présente décision est homologuée au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-7 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les **DIX HUIT MOIS** qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'autorité qui la décide ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés décrets ou ceux de l'Etat. Cette demande présente le défaut de certains prérequis qui doivent être introduit dans les deux mois suivant la réception l'absence de réponse de forme de deux mois vaut rejet explicite.

Durée de validité : Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est valable 2 ans à compter de son notification. Dans le délai de 24 mois à compter de sa notification (appel bénéficiaire(s)) il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'à prononcé d'une décision administrative exécutoire. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une durée si les prescriptions et les conditions d'implantation de tout ouvrage et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peut(vent) commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain (ou dans l'aire) le dépôt de plan, un panneau indicatif aux descriptions des zones A424-15 à A424-19, visible de la voie publique concernée le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur la notice, le requérant peut être contesté ou un tiers. Dans ce cas l'autorité qui a rendu est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- Dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation l'autorité compétente peut le retirer, si elle devient illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'inscrivant dans par la reconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions du droit privé peut donc faire valoir ses droits en s'opposant aux travaux projetés, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit respecter l'ensemble des obligations prévues par l'article L242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 63

Dossier n° :	PC 007 343 25 0 0006
Dépôt le :	30/05/2025
Demandeur :	BRESSON OLIVIER
Pour :	CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE AVEC GARAGE ET PISCINE.
Adresse du terrain :	200 ROUTE DE LA FONTAINE à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	12/07/25
Notifié le :	12/07/25
Affichage du dépôt le :	30/05/2025

ARRETE

Accordant un Permis de Construire (PC)
au nom de la commune

Le Maire,

Vu la demande de Permis de Construire (PC), déposée le 30/05/2025, par BRESSON OLIVIER, demeurant 6 CHEMIN DU PATURAL 42700 FIRMINY, enregistrée sous le numéro PC 007 343 25 0 0006 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour :
CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE AVEC GARAGE ET PISCINE. ;
- pour une surface de plancher créée de 125 m² ;
- sur un terrain situé : 200 ROUTE DE LA FONTAINE à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) approuvé le 24/09/2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°07-2025-05-23-00004 relatif à une autorisation de défrichement délivrée en date du 23/05/2025 ;

ARRÊTE

Article unique

Le Permis de Construire (PC) est ACCORDE.

Fait à VINEZAC, le 11/07/25

Le Maire,

M. André LAURENT



PC 007 343 25 0 0006 - p 1 / 2

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article 1237-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les **DEUX MOIS** qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent ou le recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le préfet. Malgré l'existence ou le défaut pour les arrêtés relatifs au titre de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant le rejet ou l'absence de réponse au terme des deux mois visé ci-dessus.

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est délivrée si les travaux ne sont pas achevés dans le délai de 18 mois à compter de sa notification aux bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont achevés pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle définitive. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année à la demande de participation si les conditions de vos infractions et le régime des taxes et participations n'ont pas changé. Dans ce cas, la demande de participation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration de votre délai.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut(vent) commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (modèle disponible en mairie ou sur le site www.service-public.fr)

- inscrite sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-16 à R424-19, visible de la voirie publique (voir le projet).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par le tiers. Dans ce cas, l'achèvement des travaux est limité à un maximum de (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début de recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité concédante peut le révoquer si elle l'estime illegal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit public. Toute personne s'inscrivant contre par la hiérarchie de l'Etat de compétence ou d'autres dispositions de droit public peut donc faire valoir ses droits en contestant les décisions prises, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance accidents-catastrophes prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

ARRETE MUNICIPAL n°64 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur la RD 423 dénommée Route du village de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 15/07/2025, formulée par l'entreprise Amplitude Isolation - 445 route de Ruoms - 07200 VOGUE par M. Tristan MOULIN

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à Amplitude Isolation de réaliser le nettoyage de la façade Nord de la maison Boissin - 20 Rue du Bourg - 07110 Vinezac (Ardèche).

ROUTE DEPARTEMENTALE 423 LA CIRCULATION SERA ALTERNEE

VENDREDI 18 JUILLET 2025
DE 7H30 À 13H00

Article 2 :

L'entreprise Amplitude Isolation se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

L'entreprise Amplitude Isolation est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- L'entreprise Amplitude Isolation

Fait à Vinezac, le 15/07/2025

Le Maire,
André LAURENT



Le Maire,
André LAURENT

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 65

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0009
Dépôt le :	12/03/2025
Demandeur :	BROUSSE Fabienne
Pour :	Réfection de la toiture de la maison existante
Adresse du terrain :	85 Route des Lombards LOMBARD à VINEZAC (07110)
Affiché le :	18/04/2025
Transmis au contrôle de légalité le :	17/04/2025
Notifié le :	17/04/2025
Affichage du dépôt le :	

ARRETE

**Retirant un arrêté de Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la demande d'annulation de Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le **10/07/2025**, par BROUSSE Fabienne, demeurant 2 la ville Abel 22690 Pleudihen-sur-Rance, bénéficiaire d'une autorisation de Déclaration Préalable Constructions (DPC) numéro DP 007 343 25 0 0009 délivrée tacitement le **12/04/2025** pour un projet de « Réfection de la toiture de la maison existante », sur un terrain situé 85 Route des Lombards LOMBARD à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Vu l'attestation de décision tacite de non opposition à la Déclaration Préalable Constructions (DPC) n° DP 007 343 25 0 0009 du **15/04/2025** ;

ARRÊTE

Article unique

La décision de non opposition du 12/04/2025 est RETIREE.

Fait à VINEZAC, le 17/04/2025.

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article 2121-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peuvent contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif compétent afin qu'elle soit annulée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'autorité de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'Immigration ou le Préfet pour les arrêtés dévotés au nom de l'État. Cette dernière prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse à l'absence de réponse au terme de deux mois pour rejet impécun.

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 66

Dossier n° : DP 007 343 25 0 0035

Dépôt le : 02/07/2025

Demandeur : MOREIRA Manuel

Pour : Mise en place de panneaux photovoltaïque (6kwa) en autoconsommation.

Adresse du terrain : 0820 route de la fontaine à VINEZAC (07110)

Affiché le : 24/07/25

Transmis au contrôle de légalité le : 23/07/25

Notifié le : 23/07/25

Affichage du dépôt le :

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 02/07/2025, par MOREIRA Manuel, demeurant 820 Route de la Fontaine 07110 Vinezac, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0035 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour mise en place de panneaux photovoltaïques (6kwa) en autoconsommation ;
- Sur un terrain situé : 0820 route de la fontaine à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 23 juillet 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(vent) contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est délivrée et les travaux ne sont pas entamés dans le délai de 25 jours à compter de la notification aux bénéficiaires. Toutefois, si, pendant ce délai, les travaux sont effectivement prévus au-delà d'un an ou d'un semestre, le délai de validité est suspendu jusqu'en l'accomplissement d'une décision juridictionnelle intervenue. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et de toutes natures et paragraphes n'ont pas changé. Dans ce cas, la durée de prescription est égale au délai réglementaire et s'ajoute au délai normalement en vigueur à la date de la prorogation.

Le (ou les) bénéficiaire(s) ne/vent commencent les travaux après avoir :

Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-15 et R424-16, muni de la zone publique devant le projet.

Attention : L'autorisation n'est délivrée qu'au titulaire de recours en révoquant

l'acte de cession de son droit de propriété sur le terrain. Le titulaire peut être déclaré par un tiers. Dans ce cas, l'acte de recours est tenu d'être déclaré le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation. L'autorité compétente peut le révoquer si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le propriétaire du terrain et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la reconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut avoir faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il est rappelé l'assainissement par les articles R424-17 et R424-18 du code de l'urbanisme.

ARRETE MUNICIPAL n°67 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur les voies communales de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 25/07/2025, formulée par la société KOK'S FIBRE OPTIQUE - 7B route de Larnage - 26600 TAIN L'HERMITAGE représentée par M. Maher ESSAIED

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à société KOK'S FIBRE OPTIQUE de réaliser des travaux de tirage et raccordement de la fibre optique sur la commune de Vinezac (Ardèche).

**TOUTES LES VOIES COMMUNALES
LA CIRCULATION SERA ALTERNEE**

**DU JEUDI 31 JUILLET AU VENDREDI 1^{ER} AOÛT 2025 INCLUS
DE 7H30 À 17H00**

Article 2 :

La Société KOK'S FIBRE OPTIQUE se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

La Société KOK'S FIBRE OPTIQUE est tenue de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- La Société KOK'S FIBRE OPTIQUE

Fait à Vinezac, le 25/07/2025,

Le Maire,
André LAURENT



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 68

Dossier n° : DP 007 343 25 0 0039

Dépôt le : 21/07/2025

Demandeur : REGENCE Marie-Antoinette

Autre
demandeur : ORZY CONSTRUCTION

Pour : Pose de panneaux photovoltaïques en
toiture

Adresse du
terrain : 430 Route des FREYDEYRES
à VINEZAC (07110)

Affiché le : 30/07/2025
Transmis au contrôle de légalité le : 29/07/25
Notifié le : 22/09/25
Affichage du dépôt le :

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 21/07/2025, par REGENCE Marie-Antoinette et ORZY CONSTRUCTION, demeurant 400 ROUTE DES FREYDEYRES 07110 Vinezac, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0039 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Pose de panneaux photovoltaïques en toiture ;
- sur un terrain situé : 430 Route des FREYDEYRES à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le

29 juillet 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut(ont) contester la légalité de la décision dans les **DEUX MOIS** qui suivent la date de notification. A cet effet il (ou) saisit le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours introduit. Il peut également saisir d'un recours l'autorité de la décision ou d'un recours administratif le Directeur d'équipement de l'habitat ou le Préfet pour les arrêtés de permis au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réception d'un avis ou d'une réponse au terme de deux mois qui peut être prolongé.

Durée de validité : Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est prônée si les travaux ne sont pas entamés dans le délai de 36 mois à compter de sa notification aux bénéficiaires). Si ce n'est de moins le, passé ce délai, les travaux sont considérés pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'à l'obtention d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de l'avis d'avis et le régime des taxes et participations n'est pas évolué. Dans ce cas, la durée de prolongation est égale au double exemplaires et adressée par pli recommandé ou classée à la date de la date de validité l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peut(ont) commencer les travaux après avoir

installé sur le terrain pendant toute la durée de l'opération, un panneau conforme aux prescriptions des articles R424-15 et R424-19 inséré de la voie publique devant le plot.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois ans après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'autorité légitime. Elle est tenue d'en informer préalablement le (les) bénéficiaire(s) du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de garantir l'application du droit des règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de garantir que le projet respecte les autres règles d'urbanisme et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la matérialisation du droit de propriété ou d'autres droits privés de droit privé peut donc faire valoir ses droits en exerçant ses recours civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit assurer l'assurance dommages-avaries prévue par l'article L 242-1 du Code des assurances.

ARRETE MUNICIPAL n°69 - 2025

Portant réglementation de la circulation sur la Place de l'Eglise - Commune de Vinezac (Ardèche),

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 29/07/2025, formulée par la Société SEBA chez Sogelink - TSA 70011 - 69134 DARDILLY CEDEX représenté par M. Guillaume SARTRE

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre au SEBA de réaliser des travaux sur ouvrages existants de reprise de branchement en plomb, pose de compteur neuf/ pose regard situé 3 et 4 place de l'église - Commune de Vinezac (Ardèche).

PLACE DE L'EGLISE LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT SERONT INTERDITS

**DU LUNDI 15 SEPTEMBRE 2025 AU VENDREDI 14 NOVEMBRE 2025
INCLUS
DE 7H30 A 17H00**

Article 2 :

Le SEBA se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

le SEBA est tenu de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- SEBA

Fait à Vinezac, le 31/07/2025

Le Maire,
André LAURENT.



ARRETE MUNICIPAL n°70 - 2025

Portant réglementation de la circulation rue de la Tour - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 01/08/2025, formulée par la Société SEBA chez Sogelink - TSA 70011 - 69134 DARDILLY CEDEX représenté par M. Guillaume SARTRE

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre au SEBA de réaliser des travaux sur ouvrages existants de reprise de branchement en plomb, pose de compteur neuf/ parcelle D 57 rue de la Tour - Commune de Vinezac (Ardèche).

Rue de la Tour

**LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT SERONT
INTERDITS**

**DU LUNDI 15 SEPTEMBRE 2025 AU VENDREDI 14 NOVEMBRE 2025
INCLUS
DE 7H30 À 17H00**

Article 2 :

Le SEBA se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

Le SEBA est tenu de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- SEBA

Fait à Vinezac, le 01/08/2025,

Le Maire,
André LAURENT



ARRETE MUNICIPAL n°71 - 2025

Portant réglementation de la circulation impasse du jeu de boule - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande en date du 01/08/2025, formulée par la Société SEBA chez Sogelink - TSA 70011 - 69134 DARDILLY CEDEX représenté par M. Guillaume SARTRE

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre au SEBA de réaliser des travaux sur ouvrages existants de reprise de branchement en plomb, pose de compteur neuf/ parcelle E 670 impasse du jeu de boule - Commune de Vinezac (Ardèche),

Impasse du jeu de boule LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT SERONT INTERDITS

**DU LUNDI 15 SEPTEMBRE 2025 AU VENDREDI 14 NOVEMBRE 2025
INCLUS
DE 7H30 À 17H00**

Article 2 :

Le SEBA se chargera de mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :

le SEBA est tenu de la remise en état de la chaussée et dépendances.

Article 4 :

Sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Maire de Vinezac
- M. le Commandant de brigade de gendarmerie de Largentière
- SEBA

Fait à Vinezac, le 01/08/2025.

Le Maire,
André LAURENT



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 72

Dossier n° :	DP 007 343 25 0 0037
Dépôt le :	11/07/2025
Complément :	25/07/2025
Demandeur :	BERRY Jean
Pour :	Surélévation du toit de la buanderie, création d'une chambre de 20m², réfection du toit de l'appentis et création d'un velux
Adresse du terrain :	240 chemin de Merzelet à VINEZAC (07110)
Affiché le :	
Transmis au contrôle de légalité le :	4/08/2025
Notifié le :	4/08/2025
Affichage du dépôt le :	13/08/2025

**ARRETE DE NON OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 11/07/2025, par BERRY Jean, demeurant 162 Rue Elisée Reclus 69150 Décines-Charpieu, complétée le 25/07/2025, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0037 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : Surélévation du toit de la buanderie, création d'une chambre de 20m², réfection du toit de l'appentis et création d'un velux ;
- pour une surface de plancher créée de 35.00 m² et une surface de plancher totale de 120 m² ;
- sur un terrain situé : 240 chemin de Merzelet à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) en date du 07/03/2019 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC, le 4 août 2025

Le Maire,

M. André LAURENT



L'Adjoint délégué

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité: Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions et les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) peu(ven)t commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) au plus tard quinze jours après le début du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.



REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de VINEZAC
Mairie
1 place Denis Tendil
07110 Vinezac

N° arrêté : 2025/ 33

Dossier n° : DP 007 343 25 0 0036

Dépôt le : 04/07/2025

Complément : 30/07/2025

Demandeur : SCI les grands champs

Représentant : Quenot Michel

Pour : Création d'un garage

Adresse du terrain : LES CROZES
à VINEZAC (07110)

Affiché le : 21/08/2025

Transmis au contrôle de légalité le : 21/08/2025

Notifié le : 21/08/2025

Affichage du dépôt le : 4/07/25

**ARRETE D'OPPOSITION
à une Déclaration Préalable Constructions (DPC)
au nom de la commune**

Le Maire,

Vu la Déclaration Préalable Constructions (DPC), déposée le 04/07/2025, par SCI les grands champs, représentée par Quenot Michel, demeurant 40 hameau du salève 74350 Vovray-en-Bornes, complétée le 30/07/2025, enregistrée sous le numéro DP 007 343 25 0 0036 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour : création d'un garage ;
- sur un terrain situé : LES CROZES à VINEZAC (07110) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/06/2006, modifié le 13/12/12, mis en révision le 05/10/2015 ;

Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 07/03/2019 ;

Considérant que l'article R421-14 du code de l'urbanisme dispose que sont soumis à permis de construire les travaux ayant pour effet la création d'une surface de plancher ou d'une emprise au sol supérieure à vingt mètres carrés ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'un garage, dont l'emprise au sol excède 20 m² et qu'il aurait dû faire l'objet d'une demande de permis de construire ;

ARRÊTE

Article unique

Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à VINEZAC le 21/08/2025

Le Maire,

M. André LAURENT



Le Maire,
André LAURENT

La présente décision est rendue au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peuvent contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés décrets au nom de l'Etat. Cette dernière prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).